



Pro J

12

Belgique - België
P.P.
1099 BRUXELLES 1
1/1844



01





→ Sommaire



- 05** Édito
Carlos Crespo — Julie Ben Lakhal
- 06** La sociologie générale racontée aux Réginiens
CePPecs — Jean-Marie Lacrosse

- 16** Podemos : de l'indignation à la prise du popouvoir ?
Carlos Crespo — ProJeuneS
- 18** Autonomie gouvernementale à Benposta
Carlos Eduardo Martinez — Benposta
- 24** Comment réagir aux situations d'hypersexualisation en collectivité ?
Latitude Jeunes
- 26** Connaître la Sécu... pour mieux la défendre
Latitude Jeunes
- 30** L'habilitation de la formation d'animateurs en centres de vacances
Formactif — ProJeuneS
- 32** L'accord de gouvernement fédéral ? M'enfin...
Jeunes FGTB
- 36** La FCHWB — 7 A TOI : un service de jeunesse dynamique !
FCHWB - 7 A TOI
- 40** Stage mémoriel — Bataille des Ardennes
FCHWB - La ferme des Castors
- 42** Obtiens ton brevet d'animateur avec les Faucons Rouges
Faucons Rouges
- 44** Femmes et conflit en Colombie
So/Soc

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Présidente
Julie Ben Lakhal

Secrétaire général
Carlos Crespo

Coordinateur de projets
Nicolas Fernandez

Chargée de formations
Delphine Gantois

Détachée pédagogique
Isabelle Vanhollebeke

Coordination,
Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Michèle Thommès

Secrétariat
Marielle Delbaere

Rédaction de Pro J
ProJeuneS asbl
bd de l'Empereur 15|3 — 1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62
F. 02 502 49 47
edition@projeunes.be
projeunes.be

mais aussi:
[facebook.com/projeunes](https://www.facebook.com/projeunes)

Les propos tenus dans les textes relèvent
de l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants
extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.
La Rédaction

Le souvenir du gouvernement Martens-Gol est resté fort vivace dans la mémoire des militants progressistes qui ont connu cette époque. Les sauts d'index, les coupes drastiques dans les dépenses publiques et les pouvoirs spéciaux constituent les principaux faits d'armes de cet exécutif antisocial qui sévit dans les années 1980.

Aujourd'hui, certains comparent et disent que le gouvernement Michel est un nouveau gouvernement Martens-Gol. Est-ce le cas ?

Certes, avec les mesures austéritaires annoncées et la décision de faire passer l'âge de la pension à 67 ans, il est tentant de faire l'analogie. Mais il faut se rendre à l'évidence : le gouvernement Michel n'est pas un nouveau gouvernement Martens-Gol. Nous considérons qu'il serait plutôt un gouvernement Martens-Gol-Staf De Clercq. Car à la composante chrétienne et libérale qui est commune à l'actuel gouvernement et à la majorité qui dirigea la Belgique de 1981 à 1987, il faut rajouter la présence marquée de la N-VA.

Faire référence à Staf De Clercq n'est pas anodin. Dirigeant historique du VNV, le parti des nationalistes flamands avant la seconde guerre mondiale, Staf De Clercq fut aussi un sinistre collaborateur lors de l'occupation de la Belgique par les nazis. Il se trouvera sans doute des belles âmes pour s'offusquer de la comparaison entre la N-VA, parti considéré généralement comme démocratique, et le VNV de Staf De Clercq qui prônait bien avant l'entrée des troupes allemandes en Belgique l'avènement d'un pouvoir autocratique.

Soyons sérieux ! Même un parti d'extrême droite comme le FN français cherche à faire passer son message de manière plus « subtile » qu'un Maurras ou qu'un Brasillach pour être audible dans la société d'aujourd'hui. Alors peut-on attendre qu'un De Wever ou qu'un Bracke, dont la stratégie électorale s'est avérée la plus efficace de l'histoire du nationalisme flamand, arborent fièrement le drapeau du VNV ? Non, bien sûr ! Tout est mis en place pour que le propos soit audible. On n'encense pas les collaborateurs mais on dit qu'ils avaient *leurs raisons*. On met en avant les divergences avec le Vlaams Belang mais on se retrouve dans les mêmes groupes de réflexion nationalistes. On n'est pas contre les étrangers mais on les présente systématiquement comme un « problème » qu'il faut régler.

Il n'est donc pas exagéré de dire que Jan Jambon est une sorte de Staf de Clercq de 2014, tout comme Peeters et Michel sont les Martens et Gol de notre époque. Les provocations à l'égard des progressistes depuis la mise en place de ce gouvernement sont nombreuses. Peut-être ne faut-il pas systématiquement y répondre, mais ce qui est sûr c'est qu'il est impératif de rendre les coups portés aux travailleurs par la droite et le patronat à travers l'action de ce gouvernement. Et dans le contexte actuel, la grève générale est sans doute le meilleur moyen d'y arriver !

En espérant que l'année 2015 offre des perspectives plus réjouissantes pour la gauche en Belgique et ailleurs. Les victoires électorales possibles de *Syriza* en Grèce et de *Podemos* en Espagne pourraient constituer une formidable éclaircie dans le ciel de cette Europe condamné à la grisaille néolibérale depuis bien trop longtemps.

Nous vous souhaitons une bonne lecture du présent numéro de Pro J et de joyeuses Fêtes de fin d'année.

Carlos Crespo
Secrétaire général
Julie Ben Lakhal
Présidente
12.2014

CEPPECS

CePPecs
Collège Européen de Philosophie Politique
de l'Éducation, de la Culture et de la
Subjectivité

ceppecs.eu

La sociologie générale racontée aux Réginiens

En juin 2011, alors que je partais en retraite après avoir enseigné la sociologie générale pendant vingt-cinq ans, deux étudiantes, qui avaient échoué en première session, sont venues me trouver après la délibération :

- « Monsieur votre cours est difficile, c'est trop abstrait... ».
- « Abstrait ? Mais non, il s'agit d'un récit qui porte sur l'aventure humaine dans son ensemble, en insistant sur le fait qu'elle n'a d'autre existence que sociale et politique... Chiche, pour la deuxième session, je vais réécrire ce cours sous forme de roman ».

Les pages qui suivent représentent l'entrée en matière de ce roman. Pour la petite histoire, les deux étudiantes ont brillamment réussi en seconde session...

Ce document peut être daté de 2011. Il a été rédigé par un explorateur de la planète Regina rentrant d'un voyage sur la planète Terre, à l'autre bout de la galaxie, où il vient d'effectuer une mission incognito. Le voyage retour durera quatre ans — comptabilisés en temps terrestre — mais son message arrive à destination instantanément parce que les Réginiens ont découvert la vitesse virtuelle absolue, la vitesse de l'instantanéité.

Salve, Regina,
Voici le compte-rendu de ma mission sur la planète Terre. Nous pourrions en parler plus longuement lors de mon retour, d'ici quatre ou cinq ans, mais ceci pourra nous servir d'entrée en matière. J'ai donc passé deux ans sur cette planète que ses habitants, les « Terriens » nomment bizarrement la « Terre », comme si la matière dont elle est faite était unique dans l'univers et propre à cette planète. Ces gens sont plutôt sympathiques et intelligents, mais d'une intelligence bien différente de la nôtre. Ce qui la caractérise, c'est son extrême affectivité. Lorsqu'ils essayent de raisonner logiquement, ils tombent très facilement sous l'empire de puissantes émotions qui anéantissent leurs capacités de réflexion. Seulement voilà, le problème n'est pas simple, c'est aussi par les émotions qu'ils accèdent à la réalité, y compris à leur réalité propre. Ils ne peuvent donc pas simplement les ignorer, ils doivent s'efforcer de les connaître s'ils veulent les tenir à distance et ne pas en devenir les esclaves. Cette contradiction s'est particulièrement aggravée ces derniers temps. En effet, l'époque récente est tout entière vouée à la célébration de « l'intelligence émotionnelle », comme ils disent, et leur environnement médiatique en est saturé. Les anciens auteurs, comme Platon ou Sénèque, n'ignoraient pas ce qu'ils nommaient les passions bien sûr, mais ils se donnaient pour tâche de les soumettre à la raison. Avec l'avènement des médias de masse, c'est tout le contraire. La raison se noie dans des torrents d'émotion. Et ce qui est plus pernicieux encore, c'est quand ces émotions se présentent elles-mêmes comme des raisonnements. Ils appellent cela l'idéologie et par les temps qui courent son règne est sans limite.

Autant dire qu'ils n'en auront probablement jamais fini avec ce problème qu'un jeune ma-

thématicien prodige du ^{xvii}^e siècle avait joliment formulé sous le signe de l'opposition du cœur et de la raison. Je t'en recopie intégralement une des pensées les plus profondes, le fragment 142 :

« Nous connaissons la vérité, non seulement par la raison, mais encore par le cœur ; c'est de cette dernière sorte que nous connaissons les premiers principes, et c'est en vain que le raisonnement, qui n'y a point de part, essaye de les combattre. Les pyrrhoniens, qui n'ont que cela pour objet, y travaillent inutilement. Nous savons que nous ne rêvons point ; quelque impuissance où nous soyons de le prouver par raison, cette impuissance ne conclut autre chose que la faiblesse de notre raison, mais non pas l'incertitude de toutes nos connaissances, comme ils le prétendent.

Car la connaissance des premiers principes, comme qu'il y a espace, temps, mouvements, nombres, est aussi ferme qu'aucune de celles que nos raisonnements nous donnent. Et c'est sur ces connaissances du cœur et de l'instinct qu'il faut que la raison s'appuie, et qu'elle y fonde tout son discours. Le cœur sent qu'il y a trois dimensions dans l'espace et que les nombres sont infinis ; et la raison démontre ensuite qu'il n'y a point deux nombres carrés dont l'un soit le double de l'autre. Les principes se sentent, les propositions se concluent ; et le tout avec certitude, quoique par différentes voies. Et il est aussi inutile que ridicule que la raison demande au cœur des preuves de ses premiers principes, pour vouloir y consentir, qu'il serait ridicule que le cœur demandât à la raison un sentiment de toutes les propositions qu'elle démontre, pour vouloir les recevoir.

Cette impuissance ne doit donc servir qu'à humilier la raison, qui voudrait juger de tout, mais non pas à combattre notre certitude, comme s'il n'y avait que la raison capable de nous instruire. Plût à Dieu que nous n'en eussions au contraire jamais besoin et que nous connaissions toutes choses par instinct et par sentiment ! Mais la nature nous a refusé ce bien, elle ne nous a au contraire donné que très peu de connaissances de cette sorte. Toutes les autres ne peuvent être acquises que par raisonnement. »

À l'époque où j'ai visité la Terre, le « connais-toi toi-même » dont des jeunes gens de cet acabit avaient entretenu la flamme depuis les temps les plus reculés – les sciences humaines étaient censées avoir pris le relais depuis un bon siècle – était à l'agonie. Faute de s'intéresser sérieusement à ces questions, les sociétés autoproclamées de la connaissance faisaient plutôt penser à des sociétés de l'ignorance. L'époque ne brillait ni par sa clairvoyance ni par son courage. Dans les sciences humaines proprement dites, la plupart des chercheurs semblaient plus préoccupés de brouiller les pistes, de mélanger les faits et de faire diversion par rapport aux questions essentielles qui se posaient alors que





de contribuer franchement à la recherche de la vérité. Les humains étaient très fiers des régimes qu'ils avaient édifiés depuis trois siècles, des régimes censés assurer la souveraineté du peuple et la participation de chacun aux décisions collectives. La démocratie devait permettre, pensaient-ils, que les vrais choix soient clairement définis, discutés en connaissance de cause et tranchés de façon concertée. On était loin du compte. Les démocraties produisaient tout le contraire d'une quelconque efficacité collective. Les hommes semblaient avoir perdu la capacité d'identifier les problèmes, d'en discuter les tenants et aboutissants et d'en dégager des diagnostics crédibles. Quand un problème se présentait et qu'on commençait à tenter d'en préciser les contours, il sombrait rapidement dans un indescriptible brouhaha polémique, et générait des querelles de fous. Impossible dans ces conditions, d'arriver à seulement formuler un diagnostic consistant. Si quelqu'un s'y essayait, on lui fermait rapidement le clapet : « Soyez positifs, arrêtez de soulever des problèmes, nous, ce qu'on veut, c'est des solutions ». Comment trouver des solutions en refusant d'identifier les problèmes, voilà une question qui ne semblait pas tараuder outre mesure nos Terriens, de plus en plus voués aux engueulades et aux vociférations. Bref, le monde semblait figé, paralysé, et comme pétrifié par une peur sourde de bouger ou de toucher à quoi que ce soit. Impossible dans ce climat dépressif de remettre les choses à plat, de les réexaminer en profondeur, voire tout simplement de regarder la réalité en face. Même les plus courageux et les plus lucides d'entre eux étaient peu à peu consumés par ce spectacle accablant et s'évalaient eux aussi dans leurs rêveries, alimentées par les séries télévisées diffusées vingt-quatre heures sur vingt-quatre et aidées par de puissantes drogues apaisantes et anxiolytiques. Les compétitions sportives remplissaient le vide abyssal laissé par la politique et suscitaient des passions de plus en plus considérables. Là au moins, chacun pouvait s'y retrouver, les enjeux de ces joutes épiques étaient clairs pour tout le monde, sans hypocrisie ni dissimulation possible. Les dernières années de cette sombre époque virent les places de toutes les grandes villes se remplir peu à peu de jeunes gens valeureux aux sentiments nobles et généreux. Indignez-vous, clamaient-ils, reprenant en chœur le péremptoire slogan d'un très vieux rescapé des horribles guerres du ^{xx}e siècle. Peu d'entre eux auraient hélas été capables de formuler clairement les cibles de cette vertueuse indignation au-delà des formules convenues : dans l'ordre le capitalisme, les marchés financiers, les disparités Nord-Sud, etc. Aucun d'entre eux n'aurait songé à ranger le déclin de l'intelligence collective parmi les motifs d'indignation. Il s'agissait encore une fois de proclamer des valeurs et non de soulever des problèmes. Et aucun d'entre eux surtout n'aurait daigné considérer

la contribution appréciable que leur idéologie spontanée, libertaire et anti-institutionnelle, apportait au susdit capitalisme.

Bref, si l'on en restait aux apparences, il y avait de quoi s'en remettre à un autre fragment du jeune prodige que j'ai cité plus haut : « L'homme n'est donc que déguisement, que mensonge et hypocrisie, et en soi-même et à l'égard des autres. Il ne veut donc pas qu'on lui dise la vérité. Il évite de la dire aux autres. Et toutes ces dispositions, si éloignées de la justice et de la raison, ont une racine naturelle dans son cœur » (fragment 743). Il faut cependant que tu saches, chère Régine, que le jeune prodige en question était un chrétien (je t'expliquerai plus loin) convaincu que, hors la foi chrétienne, l'homme ne peut échapper à la vacuité et à l'inconsistance psychologique qui le caractérisent pour vivre un véritable destin et révéler la « grandeur de l'âme humaine ». Il y cherchait d'ailleurs une justification de l'existence de Dieu, la dernière sans doute pour les modernes... Entre parenthèses, ce n'est pas du tout le genre de propos que tient le plus grand philosophe vivant aujourd'hui sur cette planète. C'est un français, j'ai oublié de noter son nom, il s'appelle Marcel je crois, mais c'est un prénom assez courant là-bas. Il est fréquemment interviewé par les journaux et les radios. Il professe quant à lui un optimisme anthropologique invétéré, répétant sans cesse que c'est loin d'être la fin du monde ni le dernier mot de l'histoire de la démocratie, que c'est juste un mauvais moment à passer, une étape de transition vers une nouvelle ère de l'humanité. Hélas, peu de gens décèlent dans ses propos cet optimisme foncier tant il est sans concession ni complaisance concernant l'état présent des choses. En bref, il croit, et je pense qu'il a raison, en la capacité d'apprendre qu'à cette espèce mais il pense aussi que le processus par lequel elle apprend est très long, très lent et très fragile, de par la folie qui est constitutive de sa nature même.

À l'exposé de ce tableau, je suis sûr, ma Reine, que tu te poses la question : comment en sont-ils arrivés là ? Eh bien, la meilleure explication m'a été fournie par un vieux professeur en fin de carrière. Il enseignait dans un petit pays du nord de l'Europe où la maladie que je t'ai décrite avait pris des proportions extrava-





gantes. Ses citoyens, dotés d'un bon sens légendaire, s'étaient depuis longtemps désintéressés du spectacle pénible de politiciens déboussolés que leur servaient quotidiennement des journalistes tout aussi déboussolés. Comme partout, la politique s'était à ce point pipolisée que 70 à 80 % de l'information concernait la vie intime et mondaine de ces élites autoproclamées. Il valait d'ailleurs mieux que ces élites détournent l'attention des problèmes qu'ils étaient censés traiter. Depuis 30 ans, ils s'étaient trompés à peu près sur tout, l'éducation étant évidemment au premier rang de ces funestes erreurs. La question n'était plus : y a-t-il un pilote dans l'avion ? Tout le monde le savait maintenant : ici, le seul pilote en activité, c'est le pilote automatique et il n'est pas programmé pour atterrir !

Mon interlocuteur avait assisté pendant de longues années aux séminaires du philosophe dont je viens de te parler et avait bien sûr lu ses innombrables travaux. Il partait en retraite le cœur léger. Ces dernières années plus particulièrement, me disait-il, j'avais vraiment l'impression d'enseigner à des sourds-muets. Ils prétendaient ne rien entendre de ce que je leur expliquais, c'était, me disaient-ils, bien trop abstrait, trop général. Hélas leur attitude variait très peu quand il s'agissait d'aborder les questions les plus concrètes pour eux comme leur propre expérience subjective, leur psychologie commune ou leurs rapports avec leurs semblables. Ils étaient tout juste prêts à faire docilement ce qui était attendu d'eux pour passer les épreuves et obtenir leur diplôme final. Poser des questions, donner ne fût-ce que des marques de curiosité ou d'intérêt pour le problème abordé au cours ? Il valait mieux ne rien attendre de tel de leur part. Bien sûr, il y avait bien chaque année quelques exceptions, une petite minorité d'étudiants qui osait braver l'interdit de « se prendre la tête ». Le danger pour le prof était alors de s'attacher exagérément à ces rares spécimens comme un naufragé s'agrippe à sa bouée de sauvetage.

La tâche se compliquait selon lui lorsqu'il s'agissait d'enseigner la sociologie générale. Là, rien à faire, il fallait d'emblée porter le fer dans la plaie, aller droit là où ça faisait mal si l'on voulait sortir de l'aimable bavardage qu'étaient devenus la plupart des cours de sciences sociales. La sociologie, voulait-il me convaincre, devait commencer par poser clairement le problème du politique car, à la source de tous les déboires contemporains, il y avait un véritable refoulement ou, mieux encore, un déni du politique. Il était là plus que jamais mais tout le monde faisait comme s'il avait disparu. Il fallait soigneusement distinguer, expliquait-il, le politique et la politique. De fait, quand j'y repense, c'est une distinction qui ne m'était pas apparue clairement dans les propos de mes interlocuteurs précédents et pourtant elle me semblait particulièrement éclairante. Dans les démocraties

contemporaines, continuait-il, plus la politique gagnait en visibilité, plus le politique devenait invisible et en apparence indéchiffrable. Évidemment, la politique coupée de sa face cachée, le politique, dépérissait elle-même peu à peu et sombrait dans l'insignifiance. Le problème du politique avait commencé à se poser en Europe il y a à peu près cinq siècles. Pour les anciens, la question ne se posait pas vraiment puisqu'ils considéraient l'appartenance à ce type d'ensemble comme une donnée naturelle du même ordre en quelque sorte que les essaims d'abeilles ou les troupeaux de bovidés. L'homme est un animal politique en avait-on retenu. « L'État est un fait de nature, l'homme est naturellement un être sociable. [...] La nature pousse donc instinctivement les hommes à l'association politique » pouvait-on lire dans l'ouvrage de l'un d'entre eux, intitulé précisément « Politique ».

Cette vision un peu naïve était exactement à l'opposé de celle que professait la philosophie politique moderne. Au début du ^{xvi}^e siècle, un certain Machiavel avait consacré toute sa sagacité à mettre en lumière la somme de ruses, de cruautés, de hasards, qui avaient depuis toujours présidé à la constitution des unités politiques. Rien de naturel dans cette réalité à laquelle les modernes ont réservé un autre mot, celui d'institution. Eh bien la sociologie générale c'était cela, selon son fondateur lui-même, Émile Durkheim, la science des institutions. « Il y a un mot qui, pourvu toutefois qu'on en étende un peu l'acception ordinaire, exprime assez bien cette manière d'être très spéciale ; c'est celui d'institution. On peut en effet, sans dénaturer le sens de cette expression, appeler institutions toutes les croyances et tous les modes de conduite institués par la collectivité. La sociologie peut alors être définie : la science des institutions, de leur genèse et de leur fonctionnement ».

L'observateur le plus candide de la réalité humaine ne pouvait en effet qu'être frappé par le caractère « très spécial », selon les mots mêmes du fondateur, de cette réalité. Ainsi, en premier lieu, ce fait étrange et très paradoxal : les sociétés humaines ne peuvent réaliser leur unité qu'en passant par ce qui en est en apparence le contraire, la division. Ces sociétés n'existent qu'à partir d'un point situé en dehors d'elles, grâce auquel elles entrent en rapport avec elles-mêmes. C'est

par ce biais qu'elles disposent d'une propriété très remarquable : la réflexivité. Ces sociétés ne sont en fait pas des choses à proprement parler, elles n'existent que sur ce mode réflexif qui suppose nécessairement une certaine extériorité à soi.

En fait, ces médiations constituantes du politique, en lesquelles se manifeste chaque fois le phénomène de la division et de l'extériorité interne, semblent pouvoir être ramenées à trois : le pouvoir, le conflit, la norme. Mais ce n'est là que la partie la plus visible de l'iceberg. Le politique concerne aussi tous les processus irréflectis par lesquels une société humaine agit sur elle-même, se connaît et se reconnaît elle-même dans ses ressemblances et ses différences avec les autres sociétés. Il comprend aussi, bien sûr, les représentations collectives, c'est-à-dire les histoires que ces sociétés ne cessent de se raconter à elles-mêmes comme si, pour exister, elles avaient besoin de se voir dans le gigantesque miroir qu'elles se tendent et dans la contemplation duquel elles s'abîment en permanence.

Je sais, ma Reine, que pour nous, ces choses sont difficiles à comprendre parce que nous sommes constitués autrement qu'eux mais les Terriens eux avaient ressassé ces idées pendant plusieurs siècles depuis Machiavel. Pour mon interlocuteur, cette difficulté bien réelle, qu'il constatait chez tous ses étudiants, n'était qu'un symptôme de plus de la formidable régression naturaliste que connaissait alors la pensée humaine. Cette espèce était devenue incapable de se comprendre elle-même dans ce qu'elle avait de plus original et de plus spécifique par rapport aux autres espèces animales. Selon ce professeur, c'est d'ailleurs autour de cette question que se livrerait la grande bataille intellectuelle du ^{xxi}^e siècle.

Ainsi mise en perspective, la sociologie s'inscrit dans le sillage de la pensée politique moderne. Son avènement au ^{xix}^e siècle a été longuement préparé par des philosophes comme Hobbes, Locke, Montesquieu, Rousseau. Elle ne couvre pas, loin de là, le champ entier de la pensée politique, mais elle en a pris en charge, avec ses outils et ses méthodes propres, un de ses problèmes les plus épineux et les plus mystérieux (mais aussi les plus passionnants !) : l'articulation, dans le phénomène humain, de l'individuel et du collectif, deux niveaux de réalité distincts, séparables, mais intimement liés

et tellement enchevêtrés l'un dans l'autre que leur distinction requiert une analyse systématique. Les humains ne sont en quelque sorte présents à eux-mêmes qu'en étant en même temps présents à l'ensemble dont ils font partie.

C'est cela qui définit ce que l'on appelait autrefois leur « âme » et qui donne à l'existence humaine ce cachet si particulier : ces gens ne vivent pas seulement à côté des autres ou avec les autres, leurs « âmes » communiquent, elles sont en quelque sorte perméables, poreuses les unes aux autres, il y a une très remarquable compénétration des âmes que le phénomène du langage, tel qu'il se présente chez eux, met particulièrement bien en évidence. D'où par exemple ces phénomènes étranges : l'idée la plus impersonnelle peut les blesser voire les anéantir dans leur intimité la plus personnelle et, à l'inverse, ce qui leur apparaît comme le plus personnel, leur truc bien à eux, rien qu'à eux, se révèle au bout du compte hautement impersonnel et largement partagé par leurs semblables (raison pour laquelle, entre nous soit dit, sociologues et psychologues devraient toujours étroitement collaborer tant, comme dans une pièce de monnaie, la face du réel que perçoit le spécialiste de chacune de ces disciplines est inséparable de l'autre face mais qu'il est quasiment impossible, comme une pièce de monnaie, de regarder les deux faces ensemble).

C'est là le cœur des phénomènes qu'étudie la sociologie. Elle a ainsi hérité de la meilleure part de la philosophie politique. Car, toujours selon mon interlocuteur, l'autre partie de l'héritage, la philosophie du droit, normative et prescriptive, bien que plus en vogue actuellement (celle qu'illustrent par exemple les entreprises intellectuelles de Rawls et Habermas) est nettement moins intéressante et trouve assez vite ses limites.

Pour faire apparaître mieux encore cette filiation, il faut introduire deux chaînons supplémentaires que je n'ai pas encore évoqués, la découverte quasi simultanée de l'histoire et de la société entre disons 1750 et 1850. L'histoire ou mieux encore la capacité d'histoire dont dispose l'espèce relève de cette réflexivité en acte qui caractérise le politique. Elle en spécifie en quelque sorte les traits fondamentaux : la réflexivité opère dans l'élément du temps et fait de l'humanité une espèce auto-productrice. L'humanité se fait elle-même dans le temps, c'est la découverte que l'on attribue généralement à cet étrange personnage qu'était Jean-Jacques Rousseau qui la formule de façon saisissante dans un petit ouvrage de 1754 : quittez l'espèce humaine dit-il, revenez 1000 ans plus tard, elle aura tout changé, elle-même et tout son univers alors que l'animal n'aura rien changé. Entre parenthèses, voilà un fait bien plus significatif que les laborieuses tentatives, aux maigres résultats, auxquelles se livrent aujourd'hui de nombreux scientifiques pour



apprendre aux chimpanzés à « communiquer ». Avec les moyens dont nous disposons, nous, les Réginiens, pourrions d'ailleurs les prendre au mot : revenir les visiter dans 1000 ans et voir où ils en sont avec eux-mêmes et avec leurs cousins génétiques, chimpanzés et bonobos (ceux-ci partagent, paraît-il, 98 % de leur patrimoine génétique avec les humains).

Ce n'est pourtant qu'au XIX^e siècle, et en Allemagne, que cette « historicité » va s'épanouir conceptuellement et trouver ses penseurs, Hegel et son disciple critique, Marx. Pour résumer leur apport de façon très grossière, on pourrait dire ceci. Ce que Rousseau désigne comme perfectibilité, c'est-à-dire la faculté qu'a l'espèce de se perfectionner, relève plus de l'idée de progrès que de l'idée d'histoire proprement dite. Dans l'idée de progrès, on retient essentiellement ce qui vient s'ajouter pour l'améliorer à une réalité encore elle-même envisagée comme une chose stable. Alors que l'histoire, c'est l'idée selon laquelle la totalité elle-même n'existe qu'en mouvement. La réalité dont elle est faite ne peut être saisie que dans ce mouvement même et comme ce mouvement même qui la caractérise !

D'où un rapport très différent au passé. Si l'on raisonne seulement selon le progrès, on peut à la limite l'oublier ou le rejeter en ne retenant que ce qui est nouveau et vient rompre avec ce passé. Quand on raisonne selon l'histoire au contraire, le passé reprend autant d'importance que dans les sociétés traditionnelles, plus d'importance même puisque les sociétés de l'histoire cherchent à s'en procurer une image exacte et rigoureuse là où les sociétés traditionnelles se contentaient de récits légendaires de leurs origines. Pour les modernes, le présent ne peut se comprendre que comme une étape dans un parcours ou un chemin dont chacune des étapes précédentes et leur succession revêtent une importance décisive.

C'est encore plus vrai depuis une trentaine d'années. Jusque-là, dans le sillage de ses penseurs initiaux, Hegel et Marx, les hommes envisageaient l'histoire comme une marche certes, mais une marche qui allait les conduire vers un but ultime, une fin de l'histoire, apocalyptique et révolutionnaire dans la version marxiste, où l'humanité, enfin réconciliée avec elle-même, disposerait d'une compréhension intégrale d'elle-même. « Le communisme est l'énigme de l'histoire résolue et il sait qu'il est la solution », écrivait Marx en 1844. C'est sur cette illusion d'une fin de l'histoire que, pour leur malheur, se sont édifiés les régimes totalitaires au XX^e siècle, anticomunistes aussi bien que communistes.

Mais en ce début de XXI^e siècle, c'est à la montée d'un autre type de barbarie que nous sommes en train d'assister : l'oubli et/ou le rejet du passé sont en passe de se charger d'une virulence inédite, particulièrement en Europe. Les Européens vivent de plus en plus dans la honte et le rejet

de leur passé qui ne leur apparaît plus que comme un interminable cortège de cruautés et d'inhumanités incompréhensibles, avec lequel il faut rompre dans sa totalité : domination masculine, croisades, colonisation, esclavage, guerres fratricides, etc. Brrr ! Ce nouvel obscurantisme ne laisse rien présager de bien réjouissant à court terme.

L'idée d'histoire est inséparable de l'idée de société dont le sens actuel se cristallise à la même époque. On pourrait penser que le tour est joué avec la Révolution française qui écarte toute velléité d'absolutisme et fait du Peuple (ou de la Nation) la source de toute légitimité. « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément » proclame ainsi l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (en fait le premier acte posé par les révolutionnaires français en août 1789). En réalité, il faudra un bon demi-siècle pour que la notion se précise sous le nom de société civile d'abord puis de société tout court ensuite.

L'idée de société suppose donc deux conditions indissociables : d'une part la liberté et l'égalité en droit de tous les individus qui la composent. Et d'autre part une certaine idée de l'humanité comme cet être capable de se vouloir et de se faire elle-même. C'est ce basculement dans les orientations collectives, cette détermination à partir de l'avenir et non plus du passé qui imprime sa marque au XIX^e siècle tout entier. Il est très réducteur, comme le font encore beaucoup d'historiens aujourd'hui, de parler à ce propos de révolution industrielle. C'est prendre la partie pour le tout. En réalité, c'est dans tous les domaines de la réalité humaine que le basculement opère.

L'idée de société ne peut se comprendre qu'à partir de ce basculement : la primauté temporelle accordée à l'avenir implique une primauté spatiale de la société, une forme collective entièrement inédite qui inverse le rapport pouvoir-société. Le pouvoir passe au second rang. Jusqu'alors il était censé précéder la société, désormais il vient après. C'est logique, si l'humanité s'invente elle-même dans le temps, où pourrait se trouver ailleurs que dans la société le foyer de cette invention ? Le gouvernement vient après, il est représentatif, mais que représente-t-il et



que doit-il représenter? Ce n'est pas une mince affaire que de le définir et de l'objectiver sans parti pris et c'est à cette tâche, infinie, que participent à plein-temps les sociologues.

Dans cette espèce, chère Régine, les illusions sont toujours le produit de raisonnements justes et ancrés dans la réalité collective mais qui, hélas, c'est inéluctable, emportés par les torrents de passions qu'ils charrient en leur sein finissent par s'égarer complètement et se détourner de la réalité dont ils sont censés rendre compte. C'est ce qui est arrivé aujourd'hui à la sociologie. Elle est devenue un des fers de lance de l'oubli du politique que j'ai évoqué plus haut. Les démentis que leur apporte la réalité présente ne semblent émouvoir ni les sociologues ni leurs élèves: ils ne voient et ne veulent voir que les acteurs sociaux, les mouvements sociaux, la société, l'économie et la politique réduite d'ailleurs au théâtre des « Guignols de l'info » qui jouent leur propre rôle au service de forces occultes dont ils sont censés servir les intérêts.

Ce qui laisse béante la question suivante: comment rendre compte de l'erreur radicale de pronostic contenue dans le diagnostic libéral du XIX^e siècle? Tous prévoyaient, et Marx en premier, un État réduit à la portion congrue voire ultérieurement appelé à dépérir et carrément disparaître. Et c'est le contraire qui s'est produit: l'État, loin de dépérir n'a fait que croître et embellir et le mouvement se poursuit aujourd'hui. Étatisation et libéralisation continuent de marcher main dans la main sans que personne ne semble s'en apercevoir.

Voici de quoi te donner une idée de cette méconnaissance structurelle. En 2008, le monde a connu une grave crise financière dont je pourrai t'expliquer les détails plus tard. Les États européens ont dû déboursier des sommes d'argent phénoménales pour sauver leurs banques. Et que lisait-on à cette occasion à peu près partout dans la presse: le retour de l'État. Comme si, pendant toutes ces années, l'État était réellement « parti ». Mais parti où, franchement on ne le saura jamais!

Sans doute, ma Reine, saisis-tu mieux maintenant les immenses bouleversements qui ont affecté cette espèce dans les derniers siècles. Et mesures-tu mieux dès lors l'étendue de la crise cognitive et intellectuelle qui l'affecte. Je les résume ici avant d'aborder la question qui me paraît cruciale et qui constitue le fond du fond de tous leurs problèmes, la question de la religion.

Il y a d'abord une extraordinaire méconnaissance de la nature même de l'indépendance des individus liée au phénomène de l'individualisation. Cette indépendance est en un sens bien réelle. Dans leur tête, ces individus se sentent vraiment libres, délestés du fatras d'obligations

que leur imposaient les anciennes sociétés, capables de s'adapter sans douleur à des situations nouvelles avec souplesse et détachement. Le problème, c'est qu'ils tendent à ignorer les conditions mêmes de leur indépendance, et en premier lieu le rôle de l'État dans cette affaire. Conséquence: ils n'ont de cesse de scier la branche sur laquelle ils se sont hissés. Mais en plus le relatif bonheur que leur procure cette indépendance largement imaginaire secrète un malheur inédit, tellement discret qu'il peut quasiment passer inaperçu et pourtant très profond. Car quand on pense ne plus rien devoir à la collectivité, on finit par croire qu'elle vous doit tout et que vous êtes en droit de tout attendre d'elle sans rien lui donner en retour. On devient une victime. C'est la scène étonnante que présentait cette espèce quand je l'ai quittée. Un monde de victimes soucieuses avant tout de faire expier les responsables supposés de leur inextinguible malheur: l'État, l'histoire, la société, les multinationales et tout simplement les autres.

La deuxième source de méconnaissance résidait dans l'oubli quasi-total des formidables avancées réalisées par les sciences humaines aux alentours de 1900, quand elles étaient parvenues contre le naturalisme du psychique d'une part, le biologisme du social de l'autre, à définir ce « mode d'être très spécial » (Durkheim), cet ordre de réalité propre rendant caduc, en tout cas provisoirement, un système général des sciences allant sans aucune solution de continuité de l'astronomie à la sociologie en passant par la mathématique, la physique et la biologie. En ce début du XXI^e siècle, il ne restait presque rien du partage opéré au début du XX^e entre sciences de la nature et sciences de l'esprit. Aucune des disciplines constituées alors, sociologie, psychologie, psychanalyse, linguistique, anthropologie, n'avait résisté à ce qu'il fallait bien considérer comme un nouvel épisode de l'impérialisme des sciences exactes. Celles-ci avaient d'ailleurs installé leur cheval de Troie au beau milieu du domaine propre des sciences humaines: les neurosciences d'un côté, l'économie de l'autre. Voilà le léger bagage qui demeurerait indispensable aux jeunes gens pour traverser la vie humaine: bien connaître le fonctionnement du cerveau d'un côté, des systèmes financiers de l'autre. Et, si l'on voulait être sûr de « réussir sa vie », quelques vagues notions de philosophie morale, seule

apte pensait-on à élever l'âme humaine et à se soustraire à ce grossier matérialisme. Enfin, *last but not least*, la question du caractère « symbolique » de l'action humaine s'était à cette époque considérablement obscurcie. La notion de symbolique, avec bien entendu comme toujours, des contresens et des malentendus, avait eu un rôle fédérateur dans les années 1950 et 1960: elle assurait un terrain d'entente à la sociologie, la psychologie, la linguistique, l'anthropologie. Elle avait même opéré quelques percées du côté de l'économie et du droit. Le mot de symbolique est ambigu et dangereux parce qu'il oriente l'esprit vers l'idée de « symbole » alors que sa véritable cible devrait être l'idée de signification. C'est ainsi qu'il permet d'opposer la pensée symbolique procédant par images et analogies et la pensée logique, une opposition qui continue de faire des dégâts considérables dans le champ des théories de la communication par exemple.

D'ailleurs, le paradigme qui avait promu la notion de symbolique dans les années 1950 et 1960 ne se désignait pas comme symbolique mais comme structuraliste. On était toujours bien là au cœur du problème posé en 1900 par la sociologie: l'articulation de l'individuel et du collectif, le langage exemplifiant ce problème au plus haut point. En tant qu'être parlant, je suis au plus haut point dépendant d'une extériorité symbolique et ce n'est qu'en intériorisant ces significations symboliques partagées que je peux devenir une personne en m'individuant. Les anciens avaient une conscience aiguë du problème et avaient même tendance à l'amplifier: ils pratiquaient une sorte de socialisation absolue leur garantissant une identité stable et une place assurée dans l'ordre collectif. La modernité autorisait en quelque sorte les hommes à ignorer les significations symboliques préexistantes pour se poser à la source de nouvelles significations. Mieux même, elle encourageait les individus à se concevoir comme entièrement détachés de leur culture. Pour les modernes, l'existence humaine comportait nécessairement une double face là où l'existence des anciens, totalement immergée dans les significations collectives, n'en comptait qu'une. Mais depuis le début des années 1970, les modernes tendaient de plus en plus à n'en retenir qu'une seule, la face individuelle. Le sens de leurs actions,

envisagé du point de vue de l'ensemble, avait sombré dans l'inconscient. S'il y avait pour eux une certitude absolue au milieu d'un océan d'incertitude, c'était bien celle que professait alors l'idéologie régnante: il n'y a que des individus. (À suivre...)

Jean-Marie Lacrosse

Podemos: de l'indignation à la prise du pouvoir?

En mai 2011, on assiste en Espagne, à l'émergence d'un mouvement de contestation d'une ampleur sans précédent. Des milliers de jeunes occupent la Puerta del Sol à Madrid pour exprimer leur indignation par rapport à la situation socio-économique du pays, frappé de plein fouet, à l'instar d'autres pays du sud de l'Europe par la crise dite de la dette souveraine. Cette jeunesse s'inspirait notamment du manifeste de Stéphane Hessel « Indignez-vous! » Ces jeunes indignés rejetaient la politique menée par le gouvernement du (peu?) socialiste Jose Luis Rodriguez Zapatero et sa capitulation face aux diktats de la Troïka. Ils n'étaient pourtant pas dupes quant à la teneur de l'alternative politique incarnée par le Parti Populaire alors dans l'opposition.

Le mouvement des Indignés remettait donc fortement en question le bipartisme, forme d'hégémonie politique de deux partis (PSOE et PP) qui alternent au pouvoir et se répartissent les privilèges. ProJeuneS qui s'appelait alors encore *Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse* fut pendant quelques jours aux côtés des « Indignés » pour rendre compte des événements au travers d'un blog¹.

Si les élections générales qui suivirent les semaines de mobilisation des Indignés ont vu la victoire électorale du PP, le mouvement a tout de même ouvert des perspectives politiques novatrices. Ainsi, *Podemos*, nouveau parti fondé il y a quelques mois notamment par des jeunes issus des rangs des indignés, s'érige aujourd'hui en pièce maîtresse de l'échiquier politique espagnol. Un sondage publié le 2 novembre de cette année par le Journal *El Pais* donne *Podemos* en tête pour les élections de l'année prochaine. Tout comme *Syriza* en Grèce, *Podemos* semble capter le vote d'un électorat de gauche déçu par les renoncements des partis sociaux-démocrates traditionnels et leur incapacité à différencier perceptiblement leurs politiques de celles menées par la droite. L'austérité de fer imposée par les instances de l'Union Européenne, notamment aux pays d'Europe méridionale, a ainsi favorisé l'émergence de nouvelles formations politiques bien allergiques aux remèdes néolibéraux avec lesquels on persiste à soigner les maladies de vieillesse du capitalisme.

1| reso-j-puertadelsol.blogspot.be



Podemos dispose depuis mai dernier de cinq députés européens. À l'Europe, ils font partie de la Gauche unitaire Européenne (GUE). Ils s'opposent généralement à ce que proposent les familles politiques traditionnelles et ont renoncé à 75 % de leur salaire d'eurodéputé pour marquer leur singularité. Pablo Iglesias, habitué des émissions de télévisions espagnoles est le leader de cette formation.

Podemos veut aller aux élections les mains libres et refuse de s'accorder avec d'autres partis progressistes pour constituer une éventuelle majorité. L'issue du prochain scrutin est donc très incertaine. Le PSOE en tête dans certains sondages se pose la question de savoir s'il doit privilégier le rapprochement avec *Podemos* ou faire alliance avec ses meilleurs ennemis du PP. Sachant que les instances européennes vont peser de tout leur poids pour favoriser la seconde option, mais qu'elle risque de provoquer l'exode d'une grande partie de l'électorat PSOE comme cela a été le cas avec le PASOK en Grèce.

Les Socialistes espagnols auront donc à choisir entre se rapprocher du parti fondé par Pablo Iglesias ou s'éloigner encore plus du parti fondé par... Pablo Iglesias. En effet, par une amusante ironie de l'histoire, le dirigeant de *Podemos* est l'homonyme du fondateur du PS.

Autonomie gouvernementale à Benposta

Une lecture à partir de la pratique quotidienne.



Suite à notre collaboration avec l'Organisation de Jeunesse Benposta (Colombie), dans le cadre du projet « Éducation une arme pour la paix », nous voudrions continuer à explorer la thématique de l'auto-gouvernance, comme pratique quotidienne d'organisation sociale et politique, visant à l'émancipation socioculturelle des jeunes, face aux structures classiques de contrôle des institutions et des modèles hiérarchiques du pouvoir représentatif.

En ce sens, le projet pédagogique de Benposta illustre comment, par le biais d'un espace d'expression et d'autogestion, il est possible de développer la capacité d'initiative et l'esprit critique des jeunes.

À Benposta, le jeune est sujet de son éducation et non pas objet comme dans l'enseignement institutionnel.

Pour ce faire, les jeunes pratiquent quotidiennement l'autogestion et l'auto-gouvernance. Une pratique axée sur la réflexion et la responsabilisation, le respect, l'indépendance et l'autonomie, ainsi que la réflexion constante sur la question de la paix, à partir d'un projet communautaire.

Dans les faits, ce processus d'autonomie gouvernementale se construit à partir de la mise en pratique d'un modèle de démocratie qui veille à ne pas reproduire les erreurs du système électoral classique.

De là vient notre intérêt pour ce processus très particulier au sein d'une organisation de jeunesse et notre envie de reproduire, dans les lignes ci-après, un texte éclairant sur les fondements et la structuration de ce processus.

*

On vit dans un monde hiérarchisé et autoritaire dans lequel la participation des citoyens se limite à appuyer, soutenir des décisions déjà prises. Le monde des jeunes et des enfants se réduit au fait d'intérioriser des normes et des modes de vie fixés au préalable par ceux qui les ont déjà intériorisés. Sur base de cette perspective, le changement et la construction d'un monde meilleur restent de l'ordre de l'utopie.

La liberté d'opinion, d'expression, le respect de la différence, la tolérance sont autant de concepts vides de contenu parce que les schémas autoritaires, appliqués et vécus pendant la période de formation de critères et valeurs rendent leur apprentissage impossible. On éduque, on enseigne la compétence qui impose d'« être le meilleur », en admettant l'intériorisation d'une vision du monde hiérarchisée, en accord avec les principes comme la force et l'argent. « Être le meilleur » mène à grandir sur la défensive pour ne pas permettre que les faiblesses soient connues. Cela suscite des personnalités arrogantes parce qu'en écrasant ceux qui m'entourent, je cache, je masque mes propres incapacités. L'existence de l'autre, d'une certaine manière, devient une menace potentielle pour soi, et l'éducation devient l'axe qui désarticule la communauté humaine.

De cette réalité surgit alors la nécessité de rendre possible la création d'espaces d'autogestion avec la participation des enfants et des jeunes, facilitateurs de schémas alternatifs de cohabitation sociale. Mais il nous faut préciser qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle forme d'autogestion, puisqu'on pourrait le concevoir seulement comme un moyen de gestion institutionnel, sans être à la fois gestionnaire et initiateur de processus d'autonomie. Dans ce sens, le gouvernement peut être évalué au niveau de son efficacité dans la gestion de la communauté éducative, au niveau organisation et discipline, et pas forcément être promotrice de participation et décision à tous les niveaux. Une superstructure excessivement rigide, même si elle est gérée par des jeunes, c'est plus de l'auto-contrôle que de l'autogestion. L'autogestion suppose la possibilité de grandir au sein du processus d'autonomie, de participation et de construction du modèle social que l'on vit. Une assemblée de gouvernement formée par des jeunes mais qui répond à une structure rigide peut transformer





la soumission et l’obéissance en valeurs, et occasionner des processus hétérogènes propres aux décisions prises dans des instances supérieures. Seule la participation réelle de chaque jeune à l’assemblée peut mener à l’autonomie, même si cela suppose d’assumer le risque que les choses n’aboutissent apparemment pas aussi bien que nous l’avons espéré ou désiré. Cela suppose de reconnaître la capacité des groupes humains à trouver leurs propres réponses, leur propre projet et la définition des moyens pour l’atteindre.

Il est important de prendre en compte que normalement le pouvoir est conçu comme instrument de domination, et porte avec lui la possibilité de corruption. Comprendre le pouvoir, depuis une perspective alternative, comme service et lui donner une connotation positive est un processus qu’il faut susciter.

La reconnaissance du monde des enfants et des jeunes ne peut pas mener à l’ignorance du monde des adultes qui les accompagnent et partagent l’expérience éducative, puisque le pouvoir réel de ces derniers en son sein ne peut pas être nié. En plus, c’est un axiome de dire que les adultes sont autoritaires et reproduisent des schémas en conséquence, parce que c’est comme ça qu’ils ont été éduqués. La solution consiste à rendre le conflit entre l’autogestion des jeunes et l’autorité des adultes possible, en permettant que le pouvoir alternatif se développe, dans le souci d’une relation intersubjective qui remplacerait la subordination antérieure. Pour cela, les adultes doivent renoncer à la possession de la vérité et admettre que celle-ci soit un processus qui se construit en permanence et avec la participation de chacun.

La suite de ce document présente une analyse de certaines activités à travers lesquelles Benposta fait la promotion de l’autogestion. On verra les processus individuels et communautaires qu’elles suscitent, ainsi que les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Ces processus nous permettent de créer un contraste au sein de notre réalité subjective d’êtres contradictoires — ceci dans un apprentissage continu des processus par une sorte d’aller-retour vers la confrontation permanente, entre ce qui nous est proposé de nouveau et les schémas qu’on a déjà intériorisés. Un modèle éducatif est une proposition parmi d’autres que nous percevons depuis notre entourage, à travers nos relations quotidiennes (famille, quartier, société en général), et qui se présente synchroniquement. Ce n’est pas une relation de cause à effet, c’est un processus beaucoup plus complexe. Il est important aussi de souligner que les processus de groupe ne résultent pas de l’addition de processus individuels. Il existe bien une relation, mais basée sur l’interaction et celle-ci n’est pas forcément directe.

District

Ce sont les cellules de cohabitation les plus petites de Benposta. Elles sont formées par 10 ou 12 jeunes d’âge similaire et/ou qui appartiennent à la même étape d’engagement. Elles sont la base de la formation citoyenne et ont l’ambition que des affinités naissent et se développent entre ses membres, ce qui facilite la confiance et le rapprochement pour avancer ensemble. Chaque groupe se réunit plusieurs fois par semaine dans le but d’évaluer l’avancée de ses membres et approfondir des thématiques qui les intéressent.

Normalement il y a un adulte en tant que référent constant, spécialement dans les groupes d’enfants et de préadolescents, afin de faciliter une attention plus individualisée. Celui-ci doit éviter de résoudre les problèmes lui-même, puisque ça empêcherait le développement de cette capacité chez les jeunes.

À l’intérieur du district est reproduit le schéma du gouvernement. Les membres du district élisent un représentant (député) qui rend des comptes à la communauté par rapport au fonctionnement du groupe. Chaque jeune doit avoir une responsabilité concrète au sein du groupe, qui est déterminée selon les besoins. Ce qui importe c’est qu’il y ait un engagement concret à travers lequel puissent se projeter les possibilités individuelles.

On remarque que c’est un moyen qui permet la projection individuelle; ça donne au jeune un référent concret; ça donne la sensation d’appartenance; c’est un moyen d’exigence et d’évaluation constante. À travers lui, la personne est reconnue et acceptée en tant que sujet, avec ses caractéristiques individuelles. Les possibilités et difficultés se socialisent, ainsi que les réussites et erreurs individuelles; une pression de groupe est créée entre semblables ce qui permet un dépassement viable. On apprend en faisant, et dans cette même dynamique on intériorise des valeurs.

C’est un moyen qui déclenche des processus tels que: l’autonomie, la responsabilité, l’engagement, la solidarité, la communication. Au niveau du groupe, cela permet la projection du district dans la communauté, concrétisant ainsi en son sein la pratique de l’autogestion. Cela facilite l’organisation et le soutien des processus de coopération, solidarité, responsabilité et engagement de groupe.

Parmi les difficultés rencontrées, on observe



que le groupe masque parfois l’irresponsabilité individuelle. Parfois l’accueil n’est pas à la hauteur des besoins du nouvel arrivant, ce qui rend le processus d’intégration plus difficile. Pour y remédier, un processus systématique d’adaptation des nouveaux arrivants doit être mis en place.

Assemblées

Il existe deux types d’assemblées: les partielles et les générales. Les premières se réalisent une fois par semaine et les jeunes sont distribués par groupes d’âge. Entre les jeunes résidents, il y a deux assemblées partielles: celle des enfants de moins de 13 ans (*Pueblo Joven*) et celle des plus de 14 ans (*Mayores*). À l’école il y a autant d’assemblées partielles que de niveaux d’étude. Dans chacune d’elles on discute de thématiques préparées dans les réunions des districts, en référence à la situation communautaire ou à d’autres situations sur laquelle on veut poser une réflexion (familiale, sociale ou politique). Un des objectifs les plus importants de ce genre d’assemblée est de procurer une plus grande participation sur base de thèmes d’intérêt particulier de chaque groupe. Ces assemblées ne sont pas décisionnelles, il n’y a que l’assemblée générale qui a ce caractère-là. Les actes élaborés au cours de ces réunions sont la base de l’assemblée générale et doivent être lus au préalable par le gouvernement. Les assemblées générales se réalisent aussi une fois par semaine. Toute la communauté éducative y participe et est l’organe législatif par excellence. Au niveau individuel, la participation qualifiée est rendue possible en permettant la libre expression et en appliquant le droit de voix et de vote dans la recherche d’une solution aux problèmes communautaires. Cela rend possible l’apport individuel dans la construction de son propre cadre social à travers une attitude de dialogue. Cela entend susciter des processus d’estime de soi, de participation, d’autonomie, de capacité analytique et critique, de solidarité. Au niveau du groupe c’est un espace qui facilite la communication, socialise l’information et fait la promotion des décisions par consensus dans la résolution des problèmes communautaires. Se pose le besoin de rechercher des solutions formatives; cet apprentissage par le « faire » rend possible le sentiment d’appartenance sociale.

La confrontation et la recherche de solution dans la difficulté facilitent l’apprentissage de la gestion de conflits, *a contrario* des enseignements classiques, où normalement on nous apprend à éviter le conflit. Cette pratique du politique permet de travailler sur la formation de la conscience de groupe, sur le sens de la propriété du projet, et donc sur la définition même de la participation politique en tant que geste quotidien. Sont questionnées

des difficultés du genre: la tendance à tomber dans la routine, qui provoque la passivité et l’apathie; le manque de participation de certains par timidité ou par excès de participation d’autres; la sanction, en tant qu’option facile pour résoudre les problèmes. Quand il n’y pas de conclusion aux thèmes abordés ou que les décisions sont diluées, le sens de l’assemblée en tant qu’organe législatif par excellence est affecté. La reproduction des schémas appris et intériorisés peut renforcer négativement la punition de l’individu et l’imposition d’une sanction non éducative comme solution aux problèmes. La responsabilité peut être vue comme une imposition. Quand l’assemblée n’assume pas sa responsabilité normative, elle délègue ses fonctions à d’autres groupes plus petits, en perdant de la sorte la participation à l’élaboration des lois.

Gouvernement

Il est composé du maire (élu populairement tous les deux ans) et de délégués. Ces derniers sont nommés par le maire, selon son propre critère, entre les personnes qui ont le plus haut grade d’engagement. Les délégués sont chargés d’exécuter les décisions d’assemblée et d’organiser et veiller au bon fonctionnement de la communauté. Il y a des délégués de l’Harmonie et la Cohabitation (organisation des services citoyens, respect de l’horaire), de l’Alimentation (cuisine, stockage des aliments et préparation des repas), du Nettoyage, de Récréation (organisation d’événements, TV, cafétéria), des Résidences (maintien des zones d’habitation), de la Santé (toilette personnelle, attention à la santé des personnes et de l’environnement), du Travail (décoration et réparations générales), du Self-service (cantine). Ces délégations ont, elles aussi, des départements qui dépendent d’elles avec, pour chacune, une personne responsable du groupe. La participation au gouvernement rend possible le leadership et la concrétisation de la capacité individuelle de responsabilité et d’engagement. La gestion du pouvoir et de l’autorité est expérimentée dans un apprentissage continu. Ainsi, le gouvernement fait la promotion des processus de créativité, de responsabilité et d’amour-propre en tant que projection individuelle, et conscience du groupe, d’où l’impact

dans des processus d’appropriation et appartenance, d’autogestion communautaire et de démocratisation. Le gouvernement rend possible la gestion collective, la distribution de responsabilités et fonctions (en empêchant la concentration du pouvoir), et l’organisation de la réalité éducative. De même, cela pose la question du besoin de s’attacher plus à la conviction qu’à la répression. Enfin, le gouvernement canalise et exécute les décisions de l’assemblée générale. L’abus et la manipulation du pouvoir sont des possibilités toujours présentes. Le nombre de personnes qui peuvent participer et le choix des personnes dépend du seul critère du maire. Ça peut devenir une forme de fuite des responsabilités individuelles, puisqu’il y a toujours quelqu’un à qui les déléguer. Les formes verticales de gestion du pouvoir et de l’autorité, l’utilisation de la répression et la bureaucratisation se reproduisent facilement. Même si le gouvernement n’est pas un organe législatif, il prend parfois des décisions, sans consulter l’assemblée générale.

Les élections

Il y a des élections pour choisir le maire général de la communauté et les maires secondaires du Jeune Village, du secondaire et du primaire, ainsi que celui des non-résidents. Pour le choix des candidats, chaque district propose 3 personnes, et les 3 qui ont le plus de votes se présentent à la campagne électorale. La campagne électorale dure deux à trois semaines, pendant lesquelles est approfondi ce que suppose d’élire des représentants et différents principes de la démocratie. C’est une activité qui permet la consolidation de la démocratie participative, en concrétisant la participation individuelle et en permettant la coresponsabilité dans les décisions des autorités. Cela développe la capacité de décision de l’individu et constitue un apprentissage pratique sur la gestion du pouvoir.

La capacité critique, de décision, de participation et d’amour-propre sont autant de processus dont les élections font la promotion: un des exercices de la démocratie est ainsi rendu possible; il développe la formation de la conscience politique; apporte une conception différente du pouvoir en tant que service; les

élections sont un mécanisme de contrôle du pouvoir; il rend possible l’égalité dans la participation. Des processus d’exigence sur l’autorité, de l’autorité partagée, sont développés de façon communautaire. Il est nécessaire de faire un travail qui analyse l’attirail électoral, sans contenu, de notre société, dans le but d’assumer des attitudes alternatives. Il y a parfois eu entre les candidats une concurrence déloyale. Il existe une tentation dans l’utilisation du pouvoir pour obtenir des bénéfices personnels. Il est donc nécessaire de souligner qu’élire n’est pas déléguer la responsabilité individuelle.

Travail et services citoyens

Toutes les semaines, le délégué d’*Harmonie & Cohabitation* organise les services que les jeunes doivent rendre dans la maison, en groupe et individuellement. Parmi ces services il y a le nettoyage de la maison en général, la boulangerie, l’intendance du self-service et la cuisine, la réception et autres activités qui impliquent la collaboration avec la communauté. De la même façon, le délégué du travail organise entre les jeunes les tâches de réparations et d’entretien de la maison. À travers ces activités, le jeune découvre ses propres possibilités de projection et participation individuelle, et concrétise au fur et à mesure son engagement. Ces activités font la promotion de la responsabilité et du service en tant que valeurs et rendent possible l’organisation et la responsabilité collectives, de même qu’il affecte le processus d’autogestion.

Le manque de sentiment d’appartenance empêche le développement des autres processus. L’utilisation occasionnelle du travail comme punition rend difficile l’assimilation positive de cette valeur.

Il y a d’autres activités qui influencent indirectement le développement des attitudes d’autogestion et participation comme l’économie interne, les étapes d’engagement, l’école des parents, les cours de citoyenneté, les évaluations participatives, etc.

Carlos Eduardo Martinez Benposta, Bogota





Latitude Jeunes
latitudejeunes.be

Comment réagir aux situations d'hypersexualisation en collectivité ?

Latitude Jeunes propose un GUIDE-REPÈRES SEXUALITÉ et une formation pour répondre à cette question.

Vinz, un petit garçon de huit ans apporte un poster « hot » en centre de vacances; pour clôturer un séjour, les animateurs proposent une photo de groupe, les jeunes prennent des poses sexy; durant la nuit, des animatrices sont réveillées par des bruits de simulations de jouissance venant de la chambre des filles... Les encadrants de collectivité semblent être de plus en plus confrontés à l'hypersexualisation chez les enfants et les ados. Comment gérer ces situations? Comment réagir en tant que responsable de groupe? Le Guide-Repères Sexualité de Latitude Jeunes présente huit cas vécus, propose des pistes de réflexion ainsi que des balises pour réagir rapidement en équipe. Une formation pour apprendre à gérer ces situations est également organisée.



Concrètement, c'est quoi l'hypersexualisation ?

L'hypersexualisation est un phénomène de société selon lequel des jeunes adolescents peuvent adopter des attitudes et des comportements jugés trop précoces.¹ Cette hypersexualisation s'explique par le fait que notre société offre des codes de séduction principalement axés sur le corps et la sexualité. Les jeunes, comme les moins jeunes d'ailleurs, vont utiliser ces codes dans leur communication quotidienne. Cela va transparaître dans certains comportements, tenues et propos: postures sexuellement explicites (mettre la bouche en cœur, passer sa langue sur ses lèvres, par exemple), tenues vestimentaires sexuellement provocatrices (décolletés, sous-vêtements apparents...), comportements sexuels dans la sphère publique (simulation d'acte sexuel, de jouissance, etc.)...

1| Définition extraite de la brochure: *Hypersexualisation: trop, trop tôt, trop vite*, Latitude Jeunes, 2009.

Un guide-repères pratique

Le Guide-Repères se veut très concret. Son but est d'amener les équipes d'encadrement à une nouvelle réflexion sur le sujet, à initier le dialogue et à oser aborder le problème avec les plus jeunes. Il s'adresse aux animateurs de centre de vacances, mais également à toute personne côtoyant des enfants et/ou des jeunes en collectivité. Ce guide est né d'un travail collectif de Latitude Jeunes avec une centaine de jeunes de 16 à 21 ans ayant déjà eu une expérience de stage en centre de vacances.



Vous y trouverez :

- ➔ des situations vécues;
- ➔ les ressentis et les réactions des animateurs;
- ➔ la manière dont ils ont géré une situation;
- ➔ des témoignages d'animateurs et de jeunes;
- ➔ des pistes pour réagir;
- ➔ l'avis d'experts sur la thématique;
- ➔ des fiches thématiques.

Une formation

Le guide peut être accompagné d'une formation pour mieux le comprendre. L'objectif est de sensibiliser à l'hypersexualisation, de découvrir les outils en lien avec cette thématique et de s'exercer à réagir à des situations d'hypersexualisation.

Pour plus de renseignements

Notre brochure est disponible en téléchargement sur notre site: LatitudeJeunes.be
Pour les formations ou toute autre information, vous pouvez adresser vos demandes par mail à: latitude.jeunes@mutsoc.be





Latitude Jeunes

latitudejeunes.be

Connaître la Sécu... pour mieux la défendre

L'actualité politique le prouve, notre Sécurité Sociale est à un tournant de son histoire. Au nom de la compétitivité, de la rentabilité, de la responsabilisation individuelle, les valeurs qui la fondent (solidarité, justice et cohésion sociale) sont aujourd'hui mises à mal. Quels sont les paramètres de cette crise ?

Quels sont les enjeux, les pistes pour l'avenir ? Latitude Jeunes, l'Organisation de Jeunesse partenaire de Solidarité-Mutualité Socialiste, fait le point sur ces questions et vous invite à découvrir ses outils pour aborder cette thématique avec les jeunes.

Une crise qui prend trois visages

Crise financière, d'efficacité et de légitimité¹, la pérennité de la sécu est de moins en moins certaine. **Crise financière**, d'abord, qui s'explique par l'effondrement financier lié aux banques. Cet effondrement a aggravé davantage la dette publique entraînant l'État dans une logique d'économie. De plus, le modèle économique néolibéral avec ses valeurs de compétition et de rentabilité a augmenté les inégalités au sein de la société, creusant ainsi un peu plus le trou de la Sécu.

Crise d'efficacité, ensuite: les mesures pour faire diminuer le chômage (formations, stages, titres services...) se sont révélées inopérantes. De plus, la Sécurité Sociale n'empêche pas la pauvreté: on considère comme pauvre une personne seule touchant moins de 1000 € mensuels ou un ménage avec deux enfants percevant moins de 2 101 €. Or, le RIS (Revenu d'Intégration Sociale) s'élève à 544,91 € pour un cohabitant, à 817,36 € pour un isolé et à 1 082 € pour un isolé avec famille à charge².

La Sécu traverse, enfin, une **crise de légitimité** engendrée par l'idéologie néolibérale qui présente les cotisations sociales comme des charges entravant la compétitivité des entreprises. L'idée serait de diminuer ces cotisations sociales et d'encourager le recours aux assurances privées. Le danger d'un tel recours serait l'inaccessibilité financière de ces assurances aux plus défavorisés.

Pistes envisageables pour une réforme humaine de la Sécurité Sociale

Voici quelques pistes sociales pour répondre aux défis de la Sécu:

- ✗ développer la création d'emplois durables, de PME pour assurer la croissance économique;
- ✗ élargir les sources de financement de l'état: taxation des grosses fortunes, réduction de l'exonération fiscale des grosses sociétés;
- ✗ développer une politique de prévention

1| D'après Pierre Reman de la revue Politique: politique.eu.org/spip.php?article316

2| Chiffres du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale: luttepauvrete.be/chiffres_revenu_integration.htm

en matière de soins de santé et d'incitation à l'achat de médicaments génériques;

- ✗ promouvoir une autre vision des cotisations sociales: arrêter de les considérer comme de l'argent perdu, une charge pour les entreprises et les montrer davantage comme un salaire social différé et redistribué selon les besoins;
- ✗ éduquer pour ancrer dans les consciences individuelles et collectives l'importance de la Sécurité Sociale ainsi que ses valeurs.



Nos inquiétudes en tant qu'Organisation de Jeunesse

Le débat actuel autour du financement de la Sécurité Sociale nous semble particulièrement préoccupant pour les jeunes: la tendance générale va vers leur précarisation et une perte d'autonomie.

Voici quelques mesures qui nous permettent d'affirmer cela:

- ➔ Réforme des allocations d'insertion: avant l'âge de 21 ans, pour avoir droit à ces allocations, le jeune devra obligatoirement avoir réussi ses études. Quant à l'âge maximum pour introduire une demande d'allocation, il est réduit à 25 ans, contre 30 ans aujourd'hui³. Cette mesure pose la question du libre accès à l'enseignement pour tous, de l'obligation de réussite scolaire, de l'autonomie... mais aussi celle de la précarisation des jeunes et plus particulièrement des NEETS (*Not in Education, Employment or Training*).
- ➔ La réforme des pensions et l'allongement du temps de carrière auront très certainement un impact sur l'emploi des jeunes. La suppression de la limitation des revenus professionnels, perçus en plus de la

3| levif.be/actualite/belgique/de-7-000-a-8-000-jeunes-par-an-privés-d-allocations-d-insertion/article-normal-322353.html



pension de retraite⁴, ne sera pas non plus une mesure jouant en leur faveur.

➔ La chasse aux chômeurs visant à exclure 20 000 personnes de leur droit aux allocations, en janvier 2015, va appauvrir davantage de nombreuses familles, alors qu'on estime déjà qu'un enfant wallon sur quatre vit sous le seuil de pauvreté!

Face à ces constats, il nous paraît de plus en plus urgent de remplir notre mission d'éducation pour conscientiser sur les enjeux sociétaux de la Sécurité Sociale. Pour ce faire, Latitude Jeunes a développé un ensemble d'outils afin d'aider les professionnels de l'éducation.

Outils ludiques pour les 15-25 ans

➔ **LE JEU SÉCURITÉ SOCIALE**

Le jeu coopératif « Sécurité Sociale » plonge les jeunes dans des situations réelles touchant les 7 piliers de la Sécu. Pour réussir une partie et progresser dans le jeu, ils doivent développer une stratégie commune et se concerter, car c'est ensemble qu'il faut agir pour la conservation d'une Sécurité Sociale forte.



4| lalibre.be/economie/actualite/des-le-1er-janvier-les-pensionnes-pourront-travailler-sans-limite-de-revenu-54660a093570a5ad0ee336da

➔ **LA BROCHURE, « LA SÉCU, C'EST QUOI? »**

Ton petit frère bégaye énormément. Il a besoin d'une vingtaine de séances de logopédie. Comment intervient la Sécurité Sociale? Que se passerait-il si elle n'existait pas? C'est en plongeant directement les jeunes dans des situations concrètes que la brochure, accompagnant le jeu, explique le fonctionnement de la Sécu. Elle permet ainsi de comprendre les moments-clés où elle intervient, mais aussi le comment et le pourquoi de son intervention.



➔ **UN FLIPPER, LE « SÉCU RESCUE »**

L'objectif de ce jeu est de permettre aux jeunes de découvrir la Sécurité Sociale de façon ludique et concrète. Au cours d'une partie, le joueur est confronté à différentes situations. Pour avancer dans le jeu, il devra manier habilement une boule de flipper, afin de financer le pilier de la Sécurité Sociale concerné par la situation. La partie de flipper sera suivie d'un débat mené par un animateur pour permettre aux joueurs de réfléchir aux différents enjeux de la Sécurité Sociale: quel est l'intérêt de ce système? Quelles menaces pèsent sur

son fonctionnement? Cotiser sans en avoir besoin, un avantage pour tous? Comment serait la vie sans Sécu?



COMMANDER NOS OUTILS

Pour commander le jeu ou consulter la brochure en ligne, rendez-vous sur notre site: latitudejeunes.be
La version papier de la brochure est fournie à l'achat d'un jeu « Sécurité Sociale » (max. 25 exemplaires).
La brochure est également disponible gratuitement pour les affiliés de Solidaris – Mutualité Socialiste dans leur fédération.

Intéressé par l'animation avec le flipper? Renseignez-vous auprès de la régionale Latitude Jeunes de votre région. Pour la contacter, consultez notre site Web, à la rubrique « près de chez vous ».

**Latitude Jeunes
11.2014**



Formactif


Formactif
formactif.be

L'habilitation de la formation d'animateurs en centres de vacances

Objectifs:

- ➔ définir l'éducation permanente;
- ➔ se positionner en tant qu'acteur de l'éducation permanente;
- ➔ construire une réflexion sur les rôles de formateurs, animateurs et coordinateurs;
- ➔ mettre au point une procédure pédagogique de l'évaluation de la formation;
- ➔ savoir écrire pour un pouvoir subsidiant (dossier d'habilitation);
- ➔ savoir définir les objectifs de formation: relier les objectifs techniques de formation aux objectifs sociaux des organisations de jeunesse.

Quand ?

les 26 et 28 janvier 2015
De 9h30 à 16h30

Où ?

Latitude Jeunes
place Saint-Jean 1/2
1000 Bruxelles

Pour qui ?

Uniquement pour les travailleurs des centres de vacances qui dispensent des formations d'animateurs.

Coût

Accès gratuit mais une caution de 25 € sera demandée. Elle valide l'inscription et sera rendue en fin de formation à condition que le participant soit présent à l'entièreté de la formation.

Plus d'informations et pour toutes les formations 2015 de ProJeuneS:

formactif.be





Jeunes FG TB

jeunes-fgtb.be

L'accord de gouvernement fédéral? M'enfin...

La lecture de l'accord de gouvernement fédéral est un moment magique. Les caricatures sont tellement improbables et les ficelles idéologiques tellement grosses, qu'on oscille entre rire et incrédulité. À tel point que si ce texte n'avait pour but d'enrober un catalogue de régressions sociales sans précédent, on en redemanderait.

Derrière l'écran de fumée des inévitables expressions à la mode (« handicap salarial », « charges patronales », « pression fiscale », « flexibilité », « mobilité du travail », « défis », « viabilité des finances publiques »...), quelles mesures le gouvernement réserve-t-il aux (jeunes) travailleurs et allocataires sociaux ?

Premièrement, il nous est annoncé que seront étudiées les « modalités relatives au calcul du crédit de 50 jours de travail d'étudiant ». Rappelons qu'actuellement, tout jour de travail sous contrat étudiant (qu'il compte 3 heures ou 8 heures de travail) est considéré comme un jour complet et retiré du crédit annuel de 50 jours. Le gouvernement entend contourner cette règle par un calcul en heures. Les conséquences ? Tout d'abord, l'augmentation du travail étudiant : il sera possible de ne plus perdre une seule heure sous cotisations sociales réduites. Ensuite, le découpage de ces 50 jours en miettes de quelques heures entraînera une augmentation de la pénibilité du travail des étudiants : aux conditions de travail et de sécurité déjà précaires s'ajouteront les difficultés du travail à temps partiel. Par ailleurs, l'augmentation voulue du nombre d'heures de disponibilité des étudiants (à un tarif réduit pour les employeurs, rappelons-le) débouchera automatiquement sur un accroissement du nombre de jours où les étudiants seront mobilisables pour le travail et non pour leur activité principale (qui est celle d'étudier, rappelons-le aussi). Enfin, l'augmentation du nombre d'heures de travail étudiant favorisera d'autant plus la concurrence déloyale menée par ces contrats au rabais sur les contrats ordinaires et, donc, le manque à gagner pour les caisses de la Sécurité sociale¹.

- ➔ Le but que ce gouvernement avouera ? « Donner plus de flexibilité aux étudiants et leurs employeurs (sic) ».
- ➔ Les vrais objectifs (qu'on ne peut pas écrire dans un accord de gouvernement) ? Augmenter les heures de contrats bon

¹ Mentionnons à cet effet que le Conseil National du Travail a estimé que le glissement de journées de travail ordinaires vers des journées de travail étudiant était de 5 %, entre 2011 et 2012 (chiffres de juin 2013). Le manque à gagner annuel pour la Sécurité sociale (sans compter les pertes de précompte professionnel, non dû sur les contrats étudiants) s'élève à un montant avoisinant les 10 millions d'euros.

marché à disposition des employeurs et tirer les conditions de travail de toutes et tous vers le bas.

Deuxièmement, en ce qui concerne les stages et allocations d'insertion, les intentions de ce gouvernement sont de la méchanceté (idéologique) gratuite. À la limitation des allocations d'insertion dans le temps, les petites frappes de la pensée unique ajoutent en effet deux mesures particulièrement crapuleuses.

La première modifie une condition centrale dans l'ouverture du droit aux allocations. Alors qu'actuellement, les jeunes qui s'inscrivent en stage d'insertion doivent avoir **achevé** les études ouvrant le droit aux allocations, l'accord de gouvernement indique que sera imposée la **réussite** de ces études aux jeunes de moins de 21 ans. Cela signifie quoi ? Tout simplement qu'un jeune qui désire entrer dans le monde du travail à la fin de son obligation scolaire, mais qui, pour x raisons (sociales, économiques, familiales) n'a pas obtenu le diplôme nécessaire ne pourra pas prétendre à des allocations à la suite de son stage d'insertion. S'il ne trouve pas d'emploi, n'a pas de soutien familial et n'entre pas dans les conditions pour bénéficier d'une aide du CPAS, il se retrouvera donc sans aucune ressource jusqu'à 21 ans.

- ➔ Le but que ce gouvernement avouera ? « Éviter le décrochage scolaire ».
- ➔ Les vrais objectifs (qu'on ne peut pas écrire dans un accord de gouvernement) ? Obliger les jeunes concernés à accepter n'importe quel boulot quand ils sortent des études.

La seconde concerne l'abaissement de l'âge maximum pour introduire une demande d'allocations d'insertion de 30 à 25 ans. L'impact positif pour les dépenses publiques ? Des miettes. L'impact négatif sur les jeunes concernés ? Assuré. Quel horizon ce gouvernement propose-t-il aux jeunes qui ont eu un parcours scolaire semé d'obstacles, qui ont arrêté, puis repris l'école et cumulé les petits boulots précaires et de courte durée pour s'en sortir ? Et aux jeunes qui ont suivi des études supérieures assez longues ? Et aux jeunes profs de 25 ans qui ne sont pas encore nommés, galèrent dans la précarité et n'ont pas encore le nombre de jours requis pour prétendre aux allocations de chômage ? Que dalle ! Si tu as 24 ans à la fin de tes études et que tu n'as pas travaillé assez de jours pour ouvrir ton droit au chômage, tu pourras te brosser...

- ➔ Le but que ce gouvernement avouera ? « La viabilité des finances publiques ».
- ➔ Le vrai objectif (qu'on ne peut pas écrire dans un



accord de gouvernement)? Obliger les jeunes à accepter n'importe quel boulot quand ils sortent des études.

Troisièmement, le gouvernement entend revoir les règles de calcul du « complément chômage » (ou AGR). Et c'est la hache à la main qu'il compte le faire. Et c'est la hache à la main qu'il compte le faire: non seulement le mode de calcul sera plus défavorable pour les travailleurs à temps partiel, mais l'AGR sera également réduite de moitié après 2 ans! Les jeunes travailleurs, et tout particulièrement les femmes (qui représentent 80 % des personnes concernées), pour lesquels les contrats à temps partiel et précaires constituent souvent la porte d'entrée du monde du travail, seront fortement touchés par cette mesure. Alors que le gouvernement annonce pudiquement qu'une évaluation sera menée pour voir si cette nouvelle réglementation « encourage le passage vers un emploi à temps plein ou le retour vers le chômage complet », on peut s'épargner cette attente et imaginer dès maintenant les conséquences de cette mesure. Une grande majorité des temps partiels sont actuellement des temps partiels subis et non choisis par les travailleurs... Si les travailleurs à temps partiel qui désirent déjà maintenant passer à temps plein ne se voient pas proposer le contrat voulu, comment risque d'évoluer la situation si leur nombre augmente suite à la nouvelle réglementation? Enfin, ces mesures vont faire basculer dans la pauvreté des dizaines de milliers de travailleurs à temps partiel dont une écrasante majorité de femmes seules avec enfants ou isolées! Pour le moins étrange de la part d'un gouvernement qui prétend vouloir « tendre la main à tous ceux qui veulent se retrousser les manches »... Mais l'aspect le plus répugnant de ce catalogue de mesures tient peut-être dans ce constat: les maigres économies engendrées par ces contre-réformes nous permettent de comprendre que leur objectif n'est pas tant de récupérer des cacahuètes budgétaires que d'étancher la soif de revanche des possédants sur les possédés.

Quatrièmement, la décision de porter l'âge légal de la fin de carrière à 66 ans en 2025, puis à 67 ans en 2030, est une mesure qui ne concerne pas directement les jeunes, mais dont ils payeront inévitablement les pots cassés. Répétons ici que l'allongement de la carrière, loin d'être une « adaptation mécanique à l'espérance de vie qui augmente » vise un objectif idéologique clair et s'impose comme une régression sociale. La régression? Faire travailler les gens plus longtemps, c'est diminuer la qualité de nos vies à toutes et à tous. L'objectif? L'augmentation de la pression du nombre sur le marché du travail. « Sottises irrationnelles », vous répondra-t-on dans la classe d'en face, à grand renfort de démonstrations de droite (« le départ d'un travailleur à la retraite ne

se traduit pas mécaniquement en une nouvelle embauche », etc.). Peut-être. Mais ce qui est sûr, par contre, c'est que – face à un nombre d'emplois en faible croissance – en maintenant plus de travailleurs dans la population active, l'arithmétique de la possibilité de trouver un emploi ne s'en trouve pas renforcée. Bien au contraire.

Et l'augmentation de l'âge jusqu'auquel on doit se soumettre au « contrôle de disponibilité des chômeurs » (de 58 à 65 ans), passe comme la deuxième lame du rasoir sur les poils récalcitrants. Vous aurez beau être usés, cassés, lessivés et éreintés à 60 ans, le Capital a décidé que vous devez augmenter la concurrence sur le marché du travail! Il en va de la « maîtrise de votre coût salarial », donc de ses profits. Vous vous pliez encore à plein de contrôles humiliants et vous viendrez grossir les rangs de l'armée de réserve que vos enfants (voire vos petits-enfants) espèrent aussi quitter un jour.

- ➔ Le but que ce gouvernement vous avouera? « La viabilité des finances publiques parce-qu'il-faut-bien-s'adapter-à-l'espérance-de-vie-qui-augmente-vous-comprenez ».
- ➔ Le vrai objectif (qu'on ne peut pas écrire dans un accord de gouvernement)? Augmenter toujours plus le nombre de demandeurs d'emploi par rapport au nombre d'emplois disponibles, pour être sûr que la concurrence accrue pousse les travailleurs à museler leurs « prétentions »...

Alors, que faire?

Comme nous aussi on a soif — pas de revanche — mais de conquérir de nouveaux droits sociaux, politiques et syndicaux, nous allons utiliser nos plumes et nos pas pour réinvestir le champ de la lutte et gagner la bataille des idées. Et ça va secouer.

Une première action a réuni plusieurs centaines de militants à Bruxelles le 24 octobre pour un coup de semonce. D'autres suivront très rapidement. Restez connectés sur jeunes-fgtb.be, sur la page FB « Jeunes FG TB » et/ou via Twitter (@JeunesFGTB).

Jeunes FG TB
11.2014

CONTRE LA PAUVRETÉ

CONTRE LE CHÔMAGE

CONTRE L'INACTIVITÉ...

LE GOUVERNEMENT PREND SES MESURES!

Aucune raison de collaborer avec ce gouvernement!

Éditrice responsable: Julie Ben Lakhal, bd de l'Empereur 15 - 1000 Bruxelles | projeunes.be

OBSCURESCENCE ■ 2014

CHASSE EN COURS



Chômeurs

Travailleurs

Pensionnés

Aucune raison de collaborer avec ce gouvernement!

Éditrice responsable: Julie Ben Lakhal, bd de l'Empereur 15 - 1000 Bruxelles | projeunes.be

OBSCURESCENCE ■ 2014



FCHWB - 7 A TOI

castor.be

La FCHWB - 7 A TOI: un service de jeunesse dynamique!



Qui sommes-nous ?

Fondée en 1999, la Fédération des Centres d'Hébergement Wallonie-Bruxelles (FCHWB) est une association sans but lucratif mettant en réseau, en Communauté Française principalement :

- ✗ les centres d'hébergement, auberges, lieux de rencontres, gîtes...
- ✗ les centres qui développent l'accueil d'écoles dans le cadre de classes de dépaysement, classes vertes, classes de forêt et classes de ferme.

C'est avec beaucoup d'enthousiasme, de dynamisme et un bon bagage de compétences que l'équipe a accompagné une dizaine de Centres d'Hébergement dans leurs différentes démarches et projets.

Nos objectifs

Depuis quelques mois, un nouveau projet a vu le jour grâce à sa réorientation complète. En effet, au travers du projet de la Fédération des Centres d'Hébergement Wallonie-Bruxelles (FCHWB) Asbl (7 À TOI), l'équipe articule ses actions autour des objectifs suivants :

- ➔ Contribuer au développement, par les jeunes, de leurs responsabilités et aptitudes personnelles en vue de les aider à devenir des citoyens responsables, actifs et critiques dans la société (CRACS).
- ➔ Organiser l'échange, le partage et la réflexion commune, notamment sur les problématiques et les expériences vécues par les jeunes.
- ➔ Proposer aux jeunes un accompagnement et un soutien actif dans la mise en place de projets pour leur association mais aussi pour l'amélioration du bien-être collectif.
- ➔ Mise en place d'une dynamique durable de partage des savoirs et des savoir-faire gratifiante pour les bénéficiaires favorisant

la mise en exergue des talents et des compétences de chacun.

➔ L'organisation de formations diverses et variées à destination des :

- ✗ travailleurs de l'association et/ou d'autres associations ayant le souhait de se perfectionner dans les domaines proposés ;
- ✗ jeunes ayant le souhait de se former de manière continue ;
- ✗ jeunes ayant le souhait de parfaire leur formation interrompue avant l'obtention d'un éventuel diplôme.



Nos actions

Comme nous vous l'annoncions dans un précédent communiqué de presse, notre action se développe autour de 3 axes :

➔ AXE 1 : ANIMATION

Le but de cet axe est de sensibiliser les jeunes aux enjeux de la société par le biais de :

1. La création et la mise à disposition de « valisettes » ciné-débats ainsi que l'organisation et l'animation de ces ciné-débats.
2. L'organisation de conférences participatives animée par des experts de terrain.
3. L'organisation d'animations de terrain valorisantes et de conscientisation.
4. L'organisation de tables rondes selon la méthode « Word Café » ou de séances d'informations permettant d'apporter des solutions aux problématiques rencontrées par les bénéficiaires grâce au partage et à la confrontation des expériences.
5. L'organisation d'événements ponctuels et significatifs de plus grande ampleurs pour assurer une



sensibilisation à plus grande échelle, plus visible.
(Concerts...)

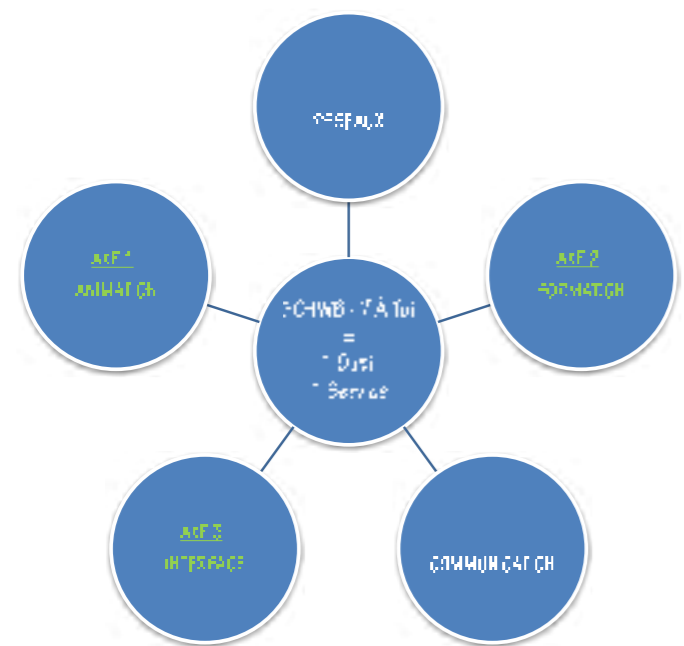
➔ AXE 2: FORMATION

La mise en place de formations diverses et variées (via le Fonds 4S et la FWB) permettant de donner la chance aux bénéficiaires de se former de manière continue et d'approfondir leurs expériences et connaissances. Cet axe se compose de deux modules bien distincts (Jeunes et professionnels).

➔ AXE 3: APPUI TECHNIQUE (INTERFACE)

Le but de cet axe est d'encourager les émergences et de réfléchir avec les jeunes sur les projets personnels et/ou collectifs que ceux-ci désirent mettre en œuvre, avec la collaboration de leur association ou de leur mouvement. Au travers de ce service, notre structure propose un appui technique complet et cohérent par biais de rencontres spécifiques.

Nos actions sont mises en place selon le schéma ci-dessous :



Note explicative concernant le schéma

La Fédération des Centres d'Hébergement Wallonie-Bruxelles (FCHWB) Asbl (7 À TOI) est un outil performant et incontournable mis à la disposition de tous les bénéficiaires qui le souhaitent. Nous disposons de quatre axes bien distincts :

Ces pôles fonctionnent conjointement grâce à notre communication ciblée et pertinente avec l'ensemble de nos réseaux de collaborateurs, de partenaires, de bénéficiaires et de toute personne avide d'apporter leur pierre à l'édifice. C'est par le biais de ce schéma que nous souhaitons mettre en évidence l'importance et la primordialité des réseaux qui gravitent autour de nos actions car sans ce collectif d'acteurs proactifs nos initiatives ne seraient pas aussi bien relayées. Le fait de travailler en réseau permet un développement « win-win » de nos actions conjointement avec celles de nos partenaires. La première clé de notre réussite est « Penser Réseaux ».

L'ensemble des 3 axes mis en œuvre au sein de notre structure ont pour ligne de conduite le « partage ». Qu'entendons-nous par partage ? Il s'agit tout simplement d'apporter notre vision des choses et d'interagir avec nos bénéficiaires grâce à la méthode du partage d'expériences, de savoirs, de savoir-faire instaurée par Paolo Freire, un pédagogue brésilien de Recife. Pour paraphraser le pédagogue militant : « Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde. » (Paolo Freire, 1974) C'est en ces quelques lignes que réside notre engagement grâce à la rencontre, la relation de confiance et une animation ou une formation pertinente. Sans partage, la magie ne peut opérer !

Le territoire couvert par nos actions

Le projet s'étend sur 4 zones du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à savoir :

- ➔ La Province du Hainaut.
Implantation : Siège Social + MJ Les Castors (Partenaires)
- ➔ La Province de Namur.
Implantation décentralisée : Maison des Jeunes et de la Culture de Champion mjc5020.be
- ➔ La Province de Liège.
Implantation décentralisée : L'Auberge des Castors – Hockai castor.be
- ➔ La Province de Luxembourg.
Implantation décentralisée : Repères Asbl – Etalle reperes-asbl.be

Publics-cibles/Les bénéficiaires

- ✗ Les jeunes (très largement) ;
- ✗ les Maisons des Jeunes ;
- ✗ les Centres de Rencontres et d'Hébergement ;
- ✗ les Clubs de Jeunes ;
- ✗ les associations œuvrant pour et avec la jeunesse ;
- ✗ les professionnels du secteur.



Notre structure se tient à votre service pour toute demande. Nous mettrons en place un programme d'animation, de formation et/ou d'interface adapté selon votre demande et vos besoins.

Besoin d'une information complémentaire ?
Une équipe dynamique à ton service et à ton écoute t'accompagne.

Alexandre Pecile, Chargé de mission :
0484 90 45 91 – alexandre.pecile@fchwb.be

Achille Verschoren – Directeur
Hélène Van Nuffelen – Chargée de mission
Karine Billiard, Chargée de mission
FCHWB asbl
rue du Faubourg 7 — 6250 Aiseau-Presles

Tél. : 071 74 45 47
Fax : 071 74 45 48
info@fchwb.be — fchwb.be





Stage mémoriel – Bataille des Ardennes

Hiver 44, l'offensive des Ardennes.

Les Castors invitent tous les enfants, adolescents, jeunes de 6-14 ans participer au stage mémoriel : Guerre 40-45.

Les Castors proposent à Noël, un stage basé sur les faits historiques de la Deuxième Guerre mondiale, l'offensive allemande de décembre 1944. Une agréable façon de parcourir l'histoire, de revivre « en vrai » les faits qui se sont déroulés en Belgique, dans nos Ardennes. Ce sera, aussi, l'occasion de découvrir les faits de guerre vécus dans nos contrées, nos villages (la Résistance).

Les participants seront « enrôlés, embrigadés » et plongés 70 ans en arrière dans l'atmosphère qui régnait l'époque. Vivre comme un soldat, manger dans la gamelle, parcours du soldat sous le sifflement des balles (pétarades), carte militaire. Ils subiront des assauts, avec le bruit insupportable d'explosion d'obus, le brouillard de fumée, l'odeur de la poudre (jeu de rôle).

40



Découvrir les uniformes, l'armement : les Panzers Allemands, les chars Américains, les avions. Une agréable façon de parcourir l'histoire, de (re)découvrir des faits qui se sont déroulés en Belgique. Avec, sous réserve des conditions météo, possibilité d'une excursion Bastogne au « Mémorial du Mardasson ».

Le stage s'inscrit dans un contexte de sensibilisation des enfants et des jeunes la construction durable de la paix en se rappelant et en apprenant des erreurs du passé. Les prochains stages historiques et mémoriels seront basés sur :

- ➔ le bicentenaire de la bataille de Waterloo (juin et juillet 2015);
- ➔ la 1^{re} guerre mondiale 14-18, les tranchées (avril; août et novembre 2015);
- ➔ la 2^e guerre mondiale de 1940. La campagne des 18 jours avec l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes du 10 au 28 mai 1940 — La Blitzkrieg, la Guerre éclair (juillet et décembre 2015).

Organisation du stage Bataille des Ardennes Hiver 44

Dates :

du lundi 22 décembre au vendredi 26 décembre, fermé le jour de Noël.

Inscriptions :

castor.be - info@castor.be | 071 76 03 22 - fax : 071 76 19 26

Attention ! Les places sont limitées.

Adresse : Ferme des Castors, rue du Faubourg 16-18 - 6250 Aiseau (Belgique)

Responsable : Achille Verschoren Directeur (Régent en Education Physique et Biologie)



41





* * *

Mon groupe en sécurité sur la route avec l'IBSR et les Faucons Rouges

mongroupesurlaroute.be



Tu as plus
de 16

ans ...
**DEVIENS
ANIMATEUR**



Brevet d'animateur de centres de vacances délivré par la Fédération Wallonie-Bruxelles

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE****SolSoc**
solsoc.be

Femmes et conflit en Colombie



Pays de 43 millions d'habitants, la Colombie connaît depuis plus de 50 ans un conflit armé interne entre les groupes d'opposition, les paramilitaires et les forces de sécurité gouvernementales. La persistance de cette guerre, en présence de multiples acteurs aux logiques territoriales diverses, a généré une profonde crise humanitaire et sociale ainsi que des violations massives des droits humains. Cette situation a des répercussions importantes sur la population civile, surtout dans les zones rurales. Historiquement lié aux accaparements de terre, le conflit, teinté d'enjeux économiques importants, a provoqué le déplacement forcé de trois à cinq millions de personnes, les spoliant ainsi de plus de huit millions d'hectares des meilleurs terrains.

Paula Alvarez est chercheuse pour l'organisation colombienne « *Derechos, diversidad y selvas* » (« Droits, diversités et forêts »). Solidarité Socialiste l'a rencontrée à l'occasion d'une conférence sur la question des accaparements de terre en Colombie. Elle met en avant les implications pour le secteur rural de la ratification de l'accord de libre-échange de l'Union européenne avec la Colombie.

Pouvez-vous nous expliquer le problème de l'accaparement des terres en Colombie ?

Le modèle de développement rural qui existe en Colombie est un modèle d'exportation agraire. La Colombie est en fait exclusivement spécialisée dans la production de matières premières destinées au marché international, que ce soit à l'Europe ou aux États-Unis. Les piliers de ce modèle d'exportation sont la plantation de palmiers à huile, de canne à sucre, de fleurs, de bananiers ainsi que de l'extraction de minéraux comme le charbon et le pétrole, également exportés en grandes quantités. Ce modèle de développement rural a conduit à l'accaparement des terres, destinées à la culture de ces produits. Il faut par exemple de grandes étendues de terre pour cultiver le palmier à huile. Il s'agit de monocultures. Les groupes armés expulsent la population pour planter ces cultures. Aujourd'hui, dans le cadre des accords de libre-échange, en vertu de ces politiques d'accords sur les investissements, on offre pratiquement la terre et ses ressources aux pays qui ont ratifié ces traités. L'arrivée des investisseurs, la légalisation et la prétention de légaliser ces accumulations



de terres perpétrées par les entreprises vont accentuer les inégalités dans le pays. Et le problème ne vient pas tant du fait qu'une entreprise développe dans le pays son grand projet de plantation, mais plutôt que cela se fait dans un certain contexte, dans des régions comme par exemple l'Orinoquia dans les départements de Meta et Vichada à l'Est du pays, départements qui pendant des décennies ont été confrontés à la violence, à la présence de la guérilla, de groupes paramilitaires et de bandes criminelles, qui y ont développé des cultures illicites comme la Coca. Aujourd'hui, des entreprises s'y installent, reçoivent des terres, et sont légalisées dans le seul but de ne pas effrayer les investisseurs qui, selon le gouvernement, permettent le développement. Nous devons donc nous atteler à dénoncer la différence entre ce qu'affirme publiquement le gouvernement et ce qui est appliqué au niveau de la politique, la réalité dans le pays. Selon nous, il faut prendre en compte cette différence significative dans la question de l'accaparement des terres.

La société civile colombienne peut-elle agir face à ce problème ?

Il y a environ quatre ans, le problème de l'accaparement des terres a été abordé dans le pays, et plus spécifiquement celui de l'accaparement par des compagnies étrangères. Les mouvements sociaux et plus particulièrement les mouvements paysans ne le comprenaient pas très bien. La question de la terre est au centre des débats depuis des dizaines d'années en Colombie, mais ce nouveau phénomène n'était pas à l'ordre du jour des organisations. Aujourd'hui, la population a pris conscience du problème grâce, entre autres, à un large débat public au



Congrès de la République, à l'intervention des médias et à des forums tenus dans les universités. Nous avons fait des recherches, des études de cas sur les entreprises, ce qui a amené les mouvements sociaux et surtout les mouvements paysans à refuser de telles situations. Aujourd'hui, différentes organisations paysannes colombiennes et plus particulièrement les plateformes rassemblant plusieurs organisations, traitent la question de l'accaparement des terres et de l'accumulation de terrains en friche par les entreprises. Il existe également en Colombie un regroupement de plusieurs organisations paysannes, qui luttent contre cette accumulation de terres et l'accaparement par des compagnies étrangères en Colombie. Elle travaille au niveau local mais également en discussion avec le gouvernement. Elle sert de relais entre les organisations paysannes et le gouvernement et tente de faire prendre conscience à ce dernier de la nécessité de rendre les terres aux paysans.



Quelle est la place des femmes dans le conflit? Sont-elles davantage touchées que les hommes?

Les femmes jouent un rôle clé dans ce problème. Les femmes ont énormément souffert, si pas plus, de la violence et du conflit en lui-même. Beaucoup d'entre elles ont perdu un fils, un mari et assument maintenant le rôle de chef de famille. Les femmes ont occupé une place primordiale dans le processus de leadership et de percée qu'ont connu les organisations. Je connais énormément de femmes leaders, engagées dans la défense de la terre et de la souveraineté alimentaire. Ces femmes jouent donc un rôle clé dans le secteur paysan, le mouvement agraire. Elles prennent en compte d'autres aspects très importants, celui de des semences, du travail, de la souveraineté alimentaire et de l'économie. Les femmes rurales ont accompli énormément et assument de plus en plus des rôles de leadership au sein de leurs organisations. Il existe également un autre groupe de femmes qui ne travaillent pas directement dans les champs, mais qui soutiennent également la lutte grâce à leurs compétences académiques. Auparavant, cette

question rurale ou agricole relevait davantage du travail des hommes, mais aujourd'hui, les femmes sont de plus en plus présentes dans les discussions.

Comment l'Europe et la Belgique peuvent-elles agir pour soutenir la lutte de la société civile colombienne?

Selon moi, il est important que les organisations de la société civile, les différents mouvements de solidarité avec la Colombie, ainsi que les députés partagent leurs opinions et poussent le gouvernement colombien à parler de sujets souvent omis. Actuellement, le gouvernement cache la vérité et tente de faire croire que la Colombie est en train d'émerger du conflit. Il tente d'attirer les entreprises en Colombie afin qu'ils y investissent beaucoup d'argent et développent de grands projets. Cependant, il est primordial que la société civile colombienne et les organisations de soutien à l'extérieur du pays posent des questions, révèlent que derrière ce modèle se cachent déjà certains intérêts, certains accords prédéfinis avec de grandes sociétés. Il faut révéler au grand jour les manœuvres du gouvernement et son implication, toutes les plaintes et la situation réelle vécue par les agriculteurs. L'Europe et les autres pays doivent être conscients que la population n'est pas satisfaite, en particulier dans les zones rurales. Une association entre les agriculteurs et les grands entrepreneurs n'est pas encore d'actualité.

Aurore Schreiber
Solidarité Socialiste

2015, année artistico-solidaire!

Préparez vos vœux solidaires...

Pour une édition spéciale 2015 de ses traditionnelles cartes de vœux, Solidarité Socialiste a eu l'envie de collaborer avec des artistes afin de mettre en avant leur art, l'action Sud de Solidarité Socialiste et une volonté de changement. Deux artistes résidents de la Brussels Art Factory (BAF) ont répondu à l'appel.

Robin Serayet et Merab Surviladze s'étaient déjà engagés aux côtés de Solidarité Socialiste lors de l'édition 2013 de la Fête des Solidarités organisée par Solidaris à Namur, ils remettent le couvert cette année en réalisant ces magnifiques cartes postales qui, nous l'espérons, vous donneront l'envie de souhaiter vos vœux les plus solidaires!

Ces cartes au format US (21 cm x 10,5 cm) sont vendues pour soutenir les actions menées par les partenaires de Solidarité Socialiste en Amérique latine, en Afrique et en Palestine. Ces projets sont conçus et mis en œuvre, en fonction de leurs besoins, par les populations locales, parmi les plus démunies. Ils visent à améliorer concrètement leurs conditions de vie et à défendre leurs droits économiques et sociaux. Votre soutien reste fondamental pour pérenniser ces actions!

Les cartes sont disponibles par sets de 10 cartes identiques, au prix de 10 € le set (tarif dégressif selon quantité).

Pour tout renseignement ou commande:
02 505 40 70
info@solsoc.be
solsoc.be





SERVICES

	<p>Oxyjeunes rue Albert 1^{er} — 6240 Farciennes</p> <p>T. 071 38 84 00 — F. 071 39 83 00 W. info@oxyjeunes.be — oxyjeunes.be</p>		
	<p>Philocité rue Pierreuse 21 — 4000 Liège</p> <p>T. 0478 719 099 — 0470 122 811 W. philocite@philocite.eu — gaelle.jeanmart@philocite.eu — philocite.eu</p>		
	<p>Latitude Jeunes rue Saint-Jean 32-38 — 1000 Bruxelles</p> <p>T. 02 515 04 02 — F. 02 512 27 62 W. latitude.jeunes@mutsoc.be — ifeelgood.be</p>		
	<p>Contact J bd de l'Empereur 25 — 1000 Bruxelles</p> <p>T. 02 511 96 84 — F. 02 502 60 36 W. contactj@contactj.be — contactj.be</p>		
AUTRES			
	<p>CIUM — Comité Inter-universitaire des Étudiants en Médecine rue du Fisch Club 6 — 7000 Mons</p> <p>T. 0498 64 09 19 W. presidence@cium.be — cium.be</p>		
	<p>Excepté Jeunes</p> <table><tr><td>Siège social rue A. Nelis 158 — 5001 Belgrade</td><td>Siège d'exploitation rue Haut Baty 59 — 5060 Sambreville</td></tr></table> <p>T. 071 71 19 35 W. excepte.jeunes@swing.be — exceptejeunes.be</p>	Siège social rue A. Nelis 158 — 5001 Belgrade	Siège d'exploitation rue Haut Baty 59 — 5060 Sambreville
Siège social rue A. Nelis 158 — 5001 Belgrade	Siège d'exploitation rue Haut Baty 59 — 5060 Sambreville		
	<p>FCHWB - 7 A TOI — Ferme des Castors rue du Faubourg 16-18 — 6250 Aiseau</p> <p>T. 071 76 03 22 — 071 74 04 75 — F. 071 76 19 26 W. info@castor.be — castor.be</p>		

MOUVEMENTS

	<p>Faucons Rouges rue Entre-deux-portes 7 — 4500 Huy</p> <p>T. 085 41 24 29 — F. 085 41 29 36 W. info@fauconsrouges.be — fauconsrouges.be</p>						
	<p>MJS — Mouvement des Jeunes Socialistes rue de la Croix de Fer 16 — 1000 Bruxelles</p> <p>T. + F. 02 512 12 18 W. info@jeunes-socialistes.be — jeunes-socialistes.be</p>						
	<p>Jeunes FG TB rue Haute 42 — 1000 Bruxelles</p> <p>T. 02 506 83 92 — F. 02 502 73 92 W. jeunes@jeunes-fgtb.be — jeunes-fgtb.be</p>						
	<p>Alter Vision rue de l'Industrie 10 — 1000 Bruxelles</p> <p>T. 02 893 25 39 W. info@alter-vision.be — alter-vision.be</p>						
FÉDÉRATIONS DE CENTRES DE JEUNES							
	<p>CIDJ rue Saint Ghislain 29 — 1000 Bruxelles</p> <p>T. 02 219 54 12 — F. 02 219 54 13 W. cidj@cidj.be — cidj.be</p>						
	<table><tr><td>For J Siège social rue Le Lorrain 104 — 1080 Bruxelles</td><td>Siège d'activités rue de Monceau-Fontaine 35a 6031 Monceau-sur-Sambre</td></tr><tr><td>T. 02 649 03 22 — F. 02 647 87 42</td><td>T. 071 20 71 10 — F. 071 20 71 17</td></tr><tr><td colspan="2">W. info@forj.be — forj.be</td></tr></table>	For J Siège social rue Le Lorrain 104 — 1080 Bruxelles	Siège d'activités rue de Monceau-Fontaine 35a 6031 Monceau-sur-Sambre	T. 02 649 03 22 — F. 02 647 87 42	T. 071 20 71 10 — F. 071 20 71 17	W. info@forj.be — forj.be	
For J Siège social rue Le Lorrain 104 — 1080 Bruxelles	Siège d'activités rue de Monceau-Fontaine 35a 6031 Monceau-sur-Sambre						
T. 02 649 03 22 — F. 02 647 87 42	T. 071 20 71 10 — F. 071 20 71 17						
W. info@forj.be — forj.be							



